

# COMMUNE DE DELEMONT



## PLAN DIRECTEUR COMMUNAL

### Antennes de téléphonie mobile



AUTORITE COMMUNALE		
ADOpte PAR LE CONSEIL COMMUNAL LE .....		
AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL	LE MAIRE	LA CHANCELIERE
	.....	.....
LA CHANCELIERE COMMUNALE SOUSSIGNEE CERTIFIE L'EXACTITUDE DES INDICATIONS CI-DESSUS		
....., LE .....	.....	
	SIGNATURE	TIMBRE



## Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
1.1	Contexte.....	5
1.2	Objet du plan directeur communal.....	6
1.3	Synthèse de l'analyse territoriale.....	6
1.3.1	Zones d'affectation .....	6
1.3.2	Périmètres de protection et hors zone à bâtir .....	7
1.3.3	Bâtiments et objets .....	7
1.4	Pesée des intérêts .....	7
<b>2</b>	<b>Objectifs et principes .....</b>	<b>9</b>
2.1	Objectifs principaux .....	9
2.2	Principes d'aménagement .....	10
<b>3</b>	<b>Concept général .....</b>	<b>12</b>
3.1	Choix du modèle .....	12
3.2	Gestion des priorités .....	12
3.3	Éléments de la pesée des intérêts .....	13
<b>4</b>	<b>Processus d'évaluation et d'autorisation des projets.....</b>	<b>14</b>
4.1	Phase préalable d'information .....	15
4.1.1	Échange d'expériences (A1) .....	15
4.1.2	Planification des réseaux (A2).....	15
4.1.3	Échange entre opérateurs (A3) .....	15
4.2	Phase d'évaluation d'un avant-projet .....	15
4.2.1	Prise en compte du PDCatm (B1) .....	16
4.2.2	Périmètre pour des sites alternatifs (B2) .....	16
4.2.3	Information à la commune (B3) .....	16
4.2.4	Évaluation de l'avant-projet (C1) .....	16
4.2.5	Proposition de sites alternatifs (C2) .....	17
4.2.6	Consultation éventuelle de l'Etat (C3).....	17
4.2.7	Évaluation des alternatives (D) .....	17
4.2.8	Sélection de l'avant-projet (E) .....	17
4.3	Phase de procédure .....	18
4.3.1	Demande de permis de construire (F).....	18
4.3.2	Examen du permis de construire (G) .....	18
4.3.3	Dépôt public (H1).....	19
4.3.4	Défrichement (H2) .....	19
4.3.5	Autorisations spéciales et préavis (H3) .....	19
4.3.6	Séances de conciliation (H4).....	19
4.3.7	Dérogations (I1).....	19
4.3.8	Éventuelle décision quant au défrichement (I2) .....	19
4.3.9	Décision (J).....	19
4.3.10	Recours éventuels (K) .....	19

## Liste des figures

figure 1 : Processus d'évaluation et d'autorisation des projets – Phase 1 : Information préalable .....	15
figure 2 : Processus d'évaluation et d'autorisation des projets – Phase 2 : Evaluation et sélection d'un avant-projet.....	16
figure 3 : Processus d'évaluation et d'autorisation des projets – Phase 3 : Procédure .....	18
figure 4 : Zones d'affectation de la commune de Delémont .....	24
figure 5 : Identification des différents secteurs d'utilité publique .....	26
figure 6 : Appréciation des zones d'utilité publique pour l'implantation d'antennes de téléphonie mobile .....	27
figure 7 : Périmètres de protection de la nature, du paysage et réservé aux eaux, aire forestière.....	28
figure 8 : Périmètres ISOS A et B .....	30
figure 9 : Densité de la population résidentielle.....	31
figure 10 : Autres lieux avec une population particulièrement sensible .....	31
figure 11 : Densité des équivalents plein-temps (EPT) .....	32
figure 12 : Patrimoine bâti – Objectif de sauvegarde A de l'ISOS.....	33
figure 13 : Localisation des bâtiments élevés et des mâts existants à Delémont .....	34

## Liste des tableaux

tableau 1 : Appréciation générales des zones d'affectations .....	6
tableau 2 : Appréciation générales des périmètres de protection .....	7
tableau 3 : Matrice des priorités selon les affectations.....	12
tableau 4 : Appréciation des zones d'utilité publique pour l'implantation d'antennes de téléphonie mobile...	28
tableau 5 : Liste des objets avec un objectif de sauvegarde A selon l'ISOS .....	33

## Liste des annexes

Annexe A	Cadre légal .....	21
Annexe B	Analyse territoriale .....	24
Annexe C	Evaluation des secteurs d'utilité publique .....	35
Annexe D	Carte des priorités .....	46
Annexe E	Processus d'évaluation et d'autorisation des sites .....	47

---

## 1 Introduction

---

### 1.1 Contexte

Les stations de téléphonie mobile constituent aujourd'hui un grand défi pour les autorités compétentes en matière de constructions et d'aménagement du territoire. Elles se trouvent en effet au cœur des tensions engendrées par la nécessité de concilier plusieurs intérêts contradictoires (cf. 0) :

- les prescriptions du droit de l'environnement et de l'aménagement du territoire (cf. 0),
- le besoin de réseaux parfaitement fiables à une époque de rapide évolution technologique,
- la préservation des sites construits et du paysage ainsi que
- les exigences de la population en matière de protection contre le rayonnement non ionisant.

Le rapport des gens à la téléphonie mobile semble être quelque peu contradictoire. D'une part, en tant que consommateur, il y a une exigence de services de téléphonie mobile impeccables, d'autre part, en tant que résident, l'infrastructure nécessaire est jugée dérangeante.

Tout réseau de téléphonie mobile est subdivisé géographiquement en de nombreuses cellules desservies par des stations de base qui constituent les nœuds des réseaux. Lors de la planification de ces réseaux, il s'agit de définir le mode de couverture optimal, et donc de déterminer les endroits où les stations de base doivent être installées. Cela nécessite également une planification rigoureuse du réseau de téléphonie, l'objectif étant de bien desservir les utilisateurs toujours plus nombreux. En outre, les opérateurs doivent améliorer en permanence leurs réseaux existants (qualité de la transmission et élimination des instabilités du réseau) afin de faire face au nombre croissant d'utilisateurs et au volume de données. Les stations de base de la téléphonie mobile doivent se situer là où les capacités de transmissions sont le plus sollicitées par les utilisateurs. La plupart des stations émettrices sont donc construites dans des zones fortement peuplées ainsi que le long des axes de circulation, car c'est là que se trouve le plus grand nombre d'utilisateurs de téléphones portables.

Dans des conditions d'émission et de réception favorables, le rayonnement des téléphones mobiles est réduit au minimum. Dans la population, on craint que les champs électromagnétiques générés artificiellement ne présentent un risque pour la santé. Les incertitudes sur les effets des rayonnements électromagnétiques sur l'homme provoquent de l'anxiété. Bien que peu de rayonnements électromagnétiques (moins de 3%) émis vers l'homme proviennent des antennes de téléphonie mobile (la majorité provient des téléphones mobiles et des appareils ménagers et est pratiquement auto-induite), les craintes de dommages se concentrent principalement sur le rayonnement des antennes.

En l'état actuel des connaissances, il n'est pas possible d'évaluer si des expositions se situant dans la fourchette des valeurs limites d'immission sont nocives à long terme. Contrairement à la plupart des pays de l'UE, les valeurs limites d'installation supplémentaires applicables en Suisse sont beaucoup plus strictes que les valeurs limites d'immission. Toutefois, elles ne s'appliquent qu'aux lieux à utilisation sensible et ne tiennent pas compte du rayonnement total, mais seulement de celui d'une installation individuelle. Par mesure de précaution, les valeurs limites d'installation basées sur les recommandations de l'ICNIRP<sup>1</sup> et de l'OMS sont destinées à tenir compte des incertitudes scientifiques.

---

<sup>1</sup> International Commission on non-ionizing radiation protection

## 1.2 Objet du plan directeur communal

Le but du plan directeur communal relatif à l'implantation des antennes de téléphonie mobile (PDCatm) est de répondre à deux questions :

- Quels sont les secteurs propices à l'implantation d'antennes de téléphonie mobile et ceux qui sont moins favorables (question OÙ ?) ;
- Quel processus s'applique pour la désignation et l'évaluation d'un site d'implantation (question COMMENT ?)

En raison de l'évolution constante de la technologie en matière de télécommunication, l'adaptation du PDCatm doit être simple et rapide. Aussi, le PDCatm est un document uniquement de compétence communale. Il est donc liant pour les autorités communales mais n'est pas contraignant pour les propriétaires fonciers.

Le PDCatm permet d'avoir une vue d'ensemble et sert à orienter les décisions. Les opérateurs connaissent ainsi le cadre fixé par la commune et peuvent agir en conséquence. Il doit permettre plus d'équité et de transparence lors de l'évaluation des futurs projets de téléphonie mobile. Il constitue une aide précieuse pour l'autorité d'octroi du permis de construire. La décision relative au permis de construire est aussi plus résistante aux recours et mieux acceptée, puisque l'octroi du permis ou son refus est basé sur une vue d'ensemble du territoire communal et un concept. En outre, on peut s'attendre à ce que le PDCatm favorise la coopération avec les opérateurs et la volonté d'engager le dialogue.

## 1.3 Synthèse de l'analyse territoriale

L'analyse territoriale détaillée figure à l'Annexe B. Les principaux résultats sont résumés dans les chapitres qui suivent.

### 1.3.1 Zones d'affectation

De manière générale, les zones d'affectation destinées aux activités, les zones de transports et les zones de sports et loisirs sont plus favorables à l'implantation d'antennes de téléphonie mobile que les zones destinées à l'habitat. A relever le cas particulier de la zone d'utilité publique qui présente une hétérogénéité au niveau de ses usages et qui nécessite des appréciations différenciées.

Zones	Appréciations générales	
<b>Zone d'activités</b>	Favorable.	Green
<b>Zone de transport</b>	Favorable, principalement l'espace ferroviaire. Dans les quartiers, même règles que les zones environnantes.	
<b>Zone d'utilité publique</b>	Favorable pour les secteurs sport et loisirs, Centre A16 et Cabi.	
<b>Zone de sport et loisirs</b>	Favorable.	Yellow
<b>Zone mixte</b>	En principe oui, sous réserve des dispositions relatives à l'ISOS.	
<b>Zone d'utilité publique</b>	En principe oui, sous réserve du respect de certaines conditions (cf. Annexe C)	
<b>Zone d'habitation</b>	En principe non car importante densité de population et forte sensibilité aux immissions immatérielles.	Orange
<b>Zone centre</b>	En principe non (exigences architecturales élevées) et forte densité de population.	
<b>Zone d'utilité publique</b>	Plutôt défavorable. Lieux avec une population particulièrement sensible (école, home) ou secteurs proches de sites protégés.	
<b>Zone verte</b>	Défavorable. Zone non constructible.	Red

tableau 1 : Appréciation générales des zones d'affectations

### 1.3.2 Périmètres de protection et hors zone à bâtir

De manière générale, les secteurs hors de la zone à bâtir (zone agricole et aire forestière) sont peu favorables à l'implantation de constructions et installations, a fortiori des antennes de téléphonie mobile. Pour les territoires où se superposent un périmètre de protection, l'implantation d'antennes est défavorable car contraire aux buts de protection des périmètres en question.

A l'intérieur de la zone à bâtir, les périmètres ISOS protège les périmètres et ensembles construits dignes de conservation. Ils ne sont pas (ISOS A) ou peu (ISOS B) favorables à l'implantation d'antennes de téléphonie.

Périmètres	Appréciations générales	
<b>Aire forestière et zone agricole ISOS B</b>	Plutôt défavorable. Zone non constructible. Plutôt défavorable. Exigences architecturales souvent élevées.	Yellow
<b>Périmètre de protection de la nature, périmètre de protection du paysage et périmètre réservé aux eaux ISOS A</b>	Défavorable. Contraire aux buts de protection.  Défavorable. Exigences architecturales élevées.	Red

tableau 2 : Appréciation générales des périmètres de protection

### 1.3.3 Bâtiments et objets

A l'intérieur même des zones d'affectations, des différences notables sont à prendre en compte. En effet, la protection du patrimoine bâti (objets protégés à l'ISOS ou au RBC.) ou les lieux avec une population particulièrement sensible ont une influence essentielle sur le choix d'un site d'implantation d'une antenne, voire même son éviction. En principe, des antennes ne sont pas installées à proximité des écoles, des crèches, des places de jeux, des hôpitaux et des homes, ainsi que des zones d'habitation.

Il faut cependant relever que de grandes densités de population sont localisées en zone centre (Vieille Ville et Centre-gare).

Le concept de gestion de l'implantation des antennes de téléphonie mobile (cf. chapitre 3) précise comment prendre en compte ces éléments et fixer les priorités.

Suivant les circonstances et la pesée des intérêts, un site situé en dehors des zones à bâtir peut s'avérer si avantageux qu'il peut être reconnu comme étant imposé par sa destination. La zone agricole ne doit donc pas être exclue des réflexions.

## 1.4 Pesée des intérêts

L'emplacement le plus approprié pour les antennes qui sont soumises à la réglementation fédérale sur la protection contre les rayonnements non ionisants doit être choisi sur la base d'une pondération des intérêts des exploitants et de la commune d'implantation ainsi que des éventuelles communes voisines concernées. La pesée des intérêts tient compte en particulier des aspects de la protection des paysages et des sites ainsi que du développement de l'urbanisation.

Les intérêts de l'aménagement local et du paysage sont mis en balance avec les intérêts d'une couverture de téléphonie mobile de haute qualité et les intérêts privés des opérateurs, en tenant compte de la liberté économique et de la liberté d'information. On ne peut pas empêcher une installation de téléphonie mobile, mais il faut chercher l'endroit le plus approprié.

Une telle décision est complexe d'un point de vue juridique et technique pour une autorité. Toutefois, le PDCatm constitue une base importante sur laquelle l'autorité chargée de l'octroi des permis peut s'appuyer pour prendre sa décision. La décision d'approbation gagne en force ou devient plus résistante en cas de recours.

La description des différentes zones et objets dans le PDCatm sont importantes pour la pesée des intérêts. Ils permettent d'évaluer si et dans quelles dimensions des installations de téléphonie mobile sont envisageables (toujours dans le respect des exigences légales en matière de télécommunications) et quels sites sont possibles et dans quelles conditions. Une décision fondée sur une vue d'ensemble équilibrée se voit accorder beaucoup plus de poids qu'une simple évaluation ultérieure d'un site au cas par cas.



## 2 Objectifs et principes

### 2.1 Objectifs principaux

Les prescriptions communales destinées à protéger la population contre les rayonnements non ionisants ou les dispositions qui vont à l'encontre d'une couverture de téléphonie mobile de qualité et d'une concurrence équilibrée entre exploitants sont exclues. Dans ces domaines, régis par le droit fédéral, les cantons et les communes n'ont aucune marge de réglementation.

Les objectifs principaux du PDCatm tiennent compte de ces conditions cadres et sont donc les suivants :

Objectifs	Description
<b>Protéger la population contre les immissions immatérielles</b>	Vivre dans un environnement préservé est une composante essentielle de la qualité d'habitat et de vie. Dans la mesure du possible, les lieux avec une population particulièrement sensible doivent être protégés contre les immissions immatérielles.
<b>Préserver le paysage et le patrimoine bâti</b>	<p>Les qualités esthétiques, culturelles et sociales de l'environnement bâti et du paysage doivent être sauvegardées.</p> <p>Dans des paysages sensibles à l'intérieur de sites protégés cantonaux ou de sites construits dignes de protection, il s'agit de choisir les lieux d'implantation avec une extrême attention pour le site construit et le paysage. En outre, il convient de garantir une intégration optimale des installations dans le paysage.</p>
<b>Favoriser l'accès de la population et des entreprises à un réseau performant de télécommunications</b>	<p>La population et l'économie doivent se voir offrir une large gamme de services de télécommunications peu coûteux, de haute qualité et compétitifs tant au niveau national qu'international.</p> <p>Disposer de moyens de télécommunications performants est d'intérêt public et constitue une composante importante de l'attrait d'un territoire, notamment pour la localisation des activités économiques et des habitants.</p>

## 2.2 Principes d'aménagement

La définition de principes d'aménagement (PA) poursuit deux buts. Le premier est de fixer le cadre du concept d'implantation des antennes de téléphonie mobile au niveau du territoire communal (cf. chapitre 3). Le second est de servir à l'évaluation des sites d'implantation au cours de la procédure de permis de construire (cf. chapitre 4). Les principes sont les suivants :

<b>Coordination des concessionnaires (PA1)</b>	Les différents concessionnaires sont tenus de coordonner la structure de leurs réseaux d'antennes. La coordination est obligatoire pour les opérateurs de téléphonie mobile comme pour les autres concessionnaires de radiocommunication (radio-télévision, CFF SA, etc.). Ils veillent à ce que les antennes respectent les valeurs limites d'immissions et les valeurs limites d'installations fixées dans l'ordonnance fédérale sur la protection contre le rayonnement non ionisant (ORNI). Toutes les installations qui ne sont plus utilisées doivent être démontées par le concessionnaire pour que le site retrouve son état initial.
<b>Concentration des sites (PA2)</b>	<p>Dans la mesure où l'installation peut accueillir d'autres opérateurs et qu'il n'existe pas d'obstacle de nature technique, juridique ou économique, l'utilisation des emplacements existants exploités par d'autres concessionnaires est exigée.</p> <p>Les nouvelles antennes sont installées en priorité sur des mâts existants ou sur des structures et installations existantes qui s'y prêtent. Si une telle solution ne peut être trouvée, le choix du site devra réduire au minimum les atteintes à l'environnement et les éventuels conflits d'utilisation en tenant compte de l'évolution possible des besoins.</p> <p>Dans la mesure du possible, plusieurs opérateurs devraient prévoir leurs installations sur le même mât. Lors de l'évaluation du site, il convient de vérifier si un autre opérateur a exprimé le besoin d'un site. Idéalement, un site commun peut déjà être déterminé à ce stade.</p> <p>En ce qui concerne l'octroi du permis, il convient d'examiner si un permis de construire ou un contrat de location doit être accordé à la condition que le site soit ouvert à l'usage commun d'autres opérateurs.</p>
<b>Lieux avec une population particulièrement sensible (PA3)</b>	En principe, des antennes ne sont pas installées à proximité des écoles, des crèches, des places de jeux, des hôpitaux et des homes, ainsi que des zones d'habitation.
<b>Sites protégés (PA4)</b>	<p>Des antennes ne sont en principe pas autorisées dans les zones inscrites dans un périmètre de protection de la nature ou du paysage et dans un périmètre réservé aux eaux.</p> <p>Seules les antennes placées à l'intérieur d'une construction ou peu visibles sont autorisées dans les secteurs inscrits à l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (ISOS) pour les objets d'importance nationale et régionale. Ce principe s'applique également dans les alentours immédiats des monuments et sites culturels et des bâtiments isolés inscrits au Répertoire des biens culturels (RBC).</p>
<b>Zones d'affectation (PA5)</b>	A l'intérieur de la zone à bâtir, les antennes sont érigées en priorité dans les zones d'activités, les zones d'utilité publiques (sans lieux avec une population particulièrement sensible) et les zones de transports (secteur ferroviaire) sur des bâtiments ou des infrastructures existantes.

<b>Emplacements en dehors de la zone à bâtir (PA6)</b>	Les sites situés hors de la zone à bâtir doivent également être inclus dans la recherche d'un emplacement. Si, après un examen sommaire des exigences légales, la commune parvient à la conclusion que celles-ci sont remplies, il faut vérifier auprès du canton si une autorisation exceptionnelle au titre de l'art. 24 LAT peut être envisagée.
<b>Localisation périphérique (PA7)</b>	Les intérêts locaux en matière de planification sont davantage pris en compte si les installations de téléphonie mobile ne sont pas construites au centre, mais plutôt à la périphérie. Cette circonstance doit être clarifiée plus précisément avec les opérateurs dans chaque cas individuel et être incluse dans l'évaluation des sites potentiels.
<b>Sites en main communale (PA8)</b>	Dans le cas de sites en main communale, la commune dispose d'une marge de manœuvre contractuelle qui va au-delà des règles de droit public. Par exemple, elle est en mesure de convenir, dans le cadre du droit privé, d'une protection accrue de la santé en ce qui concerne les lieux avec une population particulièrement sensible tels que les bâtiments scolaires, ce qui ne serait pas possible pour les lieux situés sur des propriétés de tiers. De même, la municipalité peut convenir contractuellement de la dimension de l'installation de téléphonie mobile et obliger l'opérateur à autoriser d'autres opérateurs sur le site. Par ailleurs, les revenus locatifs sont reversés à la commune.
<b>Visibilité des sites (PA9)</b>	<p>Dans certains cas, il suffit pour une fourniture de services de téléphonie mobile de haute qualité que le système de téléphonie mobile ne soit pas installé sur un mât au-dessus d'un bâtiment, mais à l'intérieur ou sous son toit. Du point de vue de la protection des sites et du paysage, les installations qui ne sont pas visibles de l'extérieur sont optimaux.</p> <p>Les sites retenus seront situés dans des zones sombres et devant des arrière-plans structurés. La couleur des antennes est adaptée au site (en général: vert ou gris).</p>
<b>Hauteur des mâts (PA10)</b>	<p>Par principe, la hauteur doit être limitée à ce qui est nécessaire techniquement. Selon l'endroit, les conditions techniques exigent des mâts de différentes hauteurs pour les antennes de téléphonie mobile. Les emplacements sur un bâtiment bas ou dans le fond d'un vallon conduisent à l'aménagement de mâts élevés. D'autres facteurs en lien avec la hauteur du mât peuvent être la taille de la cellule, le champ des utilisateurs et les performances.</p> <p>Les installations autonomes ou celles sur des bâtiments bas nécessitent des mâts beaucoup plus hauts et peuvent entrer en conflit avec les intérêts locaux de planification. Les sites qui nécessitent des mâts moins hauts sont à préférer.</p>

## 3 Concept général

### 3.1 Choix du modèle

La planification repose sur la définition de territoires dans lesquels les installations de téléphonie mobile dépendent d'une pesée d'intérêts et de l'ordre de priorité entre les zones. Une installation dans une zone de deuxième priorité ne serait ainsi autorisée que si elle ne peut pas être construite dans une zone de première priorité. De même, elle ne serait autorisée dans une zone de troisième priorité que si elle ne pouvait être érigée ni dans une zone de première priorité ni dans une zone de deuxième priorité (modèle en cascade).

Pour les territoires soumis à des dispositions de protections particulières, les antennes sont en principe interdites. Il s'agit :

- des périmètres de protection du paysage ;
- des périmètres de protection de la nature ;
- des périmètres réservés aux eaux ;
- des périmètres et ensembles construits selon l'ISOS avec un objectif de sauvegarde A ;
- des zones vertes selon le plan de zones de la commune.

### 3.2 Gestion des priorités

Sur la base de l'analyse territoriale, les priorités suivantes sont établies selon les zones d'affectation :

PERIMETRES	AFFECTATIONS										
	Zone d'activités	Zone de transport (espace ferroviaire)	Autres zones de transport	Zone d'utilité publique			Zone de sport et loisirs	Zone mixte	Zone centre	Zone d'habitation	Zone verte
	A	ZTA	ZTB	Favo- rable	Sous conditions	Défa- vorable	S	M	C	H	V
Territoire communal	1	1	Idem zones alentours	1	2	3	2	2	3	3	Exclu
ISOS A	Exclu										

tableau 3 : Matrice des priorités selon les affectations

En zone verte (zone non constructible) et dans les zones inscrites dans un périmètre ISOS avec un objectif de sauvegarde A, les antennes de téléphonie visibles sont exclues. Demeurent réservées des solutions non visibles ou n'altérant pas le patrimoine bâti. A relever le cas particulier de la zone verte longeant les voies CFF et la zone d'activités de la Ballastière. Cette dernière ne fait pas partie d'une zone de délaissement et ne structure pas le milieu bâti. Elle n'est donc pas exclue mais en priorité 3.

La représentation spatiale des priorités fait l'objet de la carte figurant à l'Annexe D.

Hors zone à bâtir, aucune priorité n'est définie car ce sont les dispositions de droit fédéral (art. 24 LAT) qui sont applicables.

### 3.3 Éléments de la pesée des intérêts

---

Les différentes zones et leur priorité définies au chapitre 3.2 ne sont pas homogènes. En leur sein peuvent être présents des lieux avec une population particulièrement sensible (école, place de jeux, home, etc.) ou des objets protégés du patrimoine bâti (ISOS, RBC).

Dans le cas de projets d'antenne de téléphonie mobile à proximité de tels lieux ou objets, des alternatives ou des solutions qui préservent ces objets sont à proposer. Aussi, la pesée d'intérêts peut conduire à privilégier une zone de priorité inférieure.

## 4 Processus d'évaluation et d'autorisation des projets

La planification des réseaux de téléphonie mobile comprend l'expansion et la modification des systèmes d'antennes existants et la mise en place de nouveaux systèmes. Dans les deux cas, une procédure ordinaire de permis de construire doit être effectuée.

Les projets de téléphonie mobile sont examinés par la commune dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire. L'accent est mis sur la protection de l'environnement (respect des limites d'immission et d'installation) selon l'ORNI et sur la protection de la nature et du patrimoine (impact sur le patrimoine bâti et le paysage) ainsi que sur la qualité de vie de la population (immissions immatérielles). Dans le cas d'un site situé en dehors de la zone à bâtir, une évaluation supplémentaire en vertu du droit de l'aménagement du territoire est nécessaire (exceptions prévues hors de la zone à bâtir au sens de l'art. 24 LAT).

Le processus d'évaluation et d'autorisation s'articule autour de trois phases principales (cf. Annexe E) :

<b>1. Information préalable</b>	Cette phase s'opère de façon régulière indépendamment de toute procédure. Elle doit principalement garantir des conditions équitables d'information sur la planification à court et moyen termes des opérateurs de téléphonie mobile ainsi que sur les conditions du droit local de la construction et de l'urbanisme et plus particulièrement le PDCatm.
<b>2. Évaluation et sélection d'un avant-projet</b>	<p>Les opérateurs de téléphonie mobile s'appuient sur le PDCatm pour leur projet et la recherche de sites d'implantation. Ils examinent la possibilité d'une utilisation conjointe avec les stations émettrices existantes.</p> <p>La commune évalue le projet sur la base du PDCatm et peut proposer des sites alternatifs possibles. Le cas échéant, les opérateurs examinent l'opportunité des sites alternatifs.</p> <p>En tenant compte des résultats de l'évaluation du site et des éventuelles alternatives, la sélection d'un site s'effectue d'un commun accord.</p>
<b>3. Procédure d'autorisation</b>	Le site retenu fait l'objet d'une procédure de permis de construire conformément aux exigences légales.

La procédure d'autorisation (phase 3) s'inscrit dans un processus plus large, notamment en amont du projet. Ce processus vise à associer la commune au choix des sites d'implantation des antennes et à trouver un accord entre les parties avant d'engager la procédure de permis de construire (phase 2). Mais, avant tout projet, il repose sur un échange régulier d'informations et d'une coordination entre les parties (phase 1).

## 4.1 Phase préalable d'information

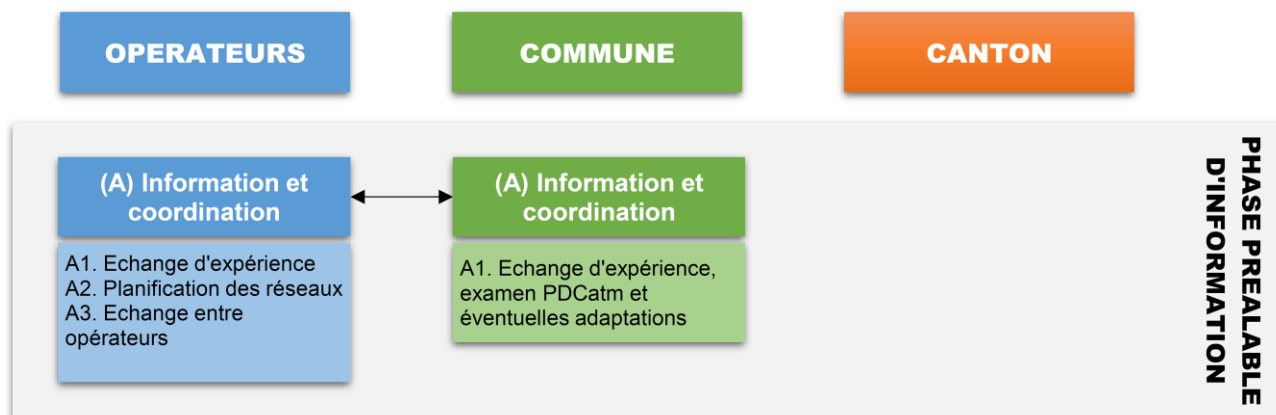


figure 1 : Processus d'évaluation et d'autorisation des projets – Phase 1 : Information préalable

### 4.1.1 Échange d'expériences (A1)

Les expériences sont échangées chaque année entre les opérateurs de téléphonie mobile et les représentants de la commune. Les dispositions du PDCatm sont réexaminées et, si nécessaire, adaptées par la commune.

### 4.1.2 Planification des réseaux (A2)

Les opérateurs de réseaux mobiles informent chaque année la commune de Delémont de l'état d'avancement de la planification du réseau à moyen terme (recherche de nouveaux sites, conversions et extensions éventuelles des installations existantes, etc.). Cela n'inclut pas l'entretien régulier du réseau ni les modifications purement opérationnelles des installations existantes. Ils informent également la commune le plus tôt possible de la planification du réseau à court terme.

Les informations des opérateurs de réseaux mobiles sont fournies par écrit. À la demande de la commune, la planification du réseau est discutée lors d'une réunion.

### 4.1.3 Échange entre opérateurs (A3)

Les opérateurs de réseaux mobiles échangent les données de localisation identifiées et vérifient l'utilité de localisations communes.

## 4.2 Phase d'évaluation d'un avant-projet

Les faits suivants déclenchent une procédure d'autorisation :

- La construction de nouvelles installations de téléphonie mobile.
- Les modifications des installations existantes (changements structurels ou radiotechniques importants effectués au-delà d'un permis de construire existant<sup>2</sup>).

<sup>2</sup> Par exemple : la modification de l'emplacement d'une antenne émettrice ou de la hauteur du mât ; le remplacement d'une antenne émettrice par une autre ayant un diagramme d'antenne différent ; l'extension par ajout d'antenne émettrice ; l'augmentation de l'ERP au-delà de la valeur maximale autorisée ; la modification des directions d'émission au-delà du domaine angulaire autorisé.

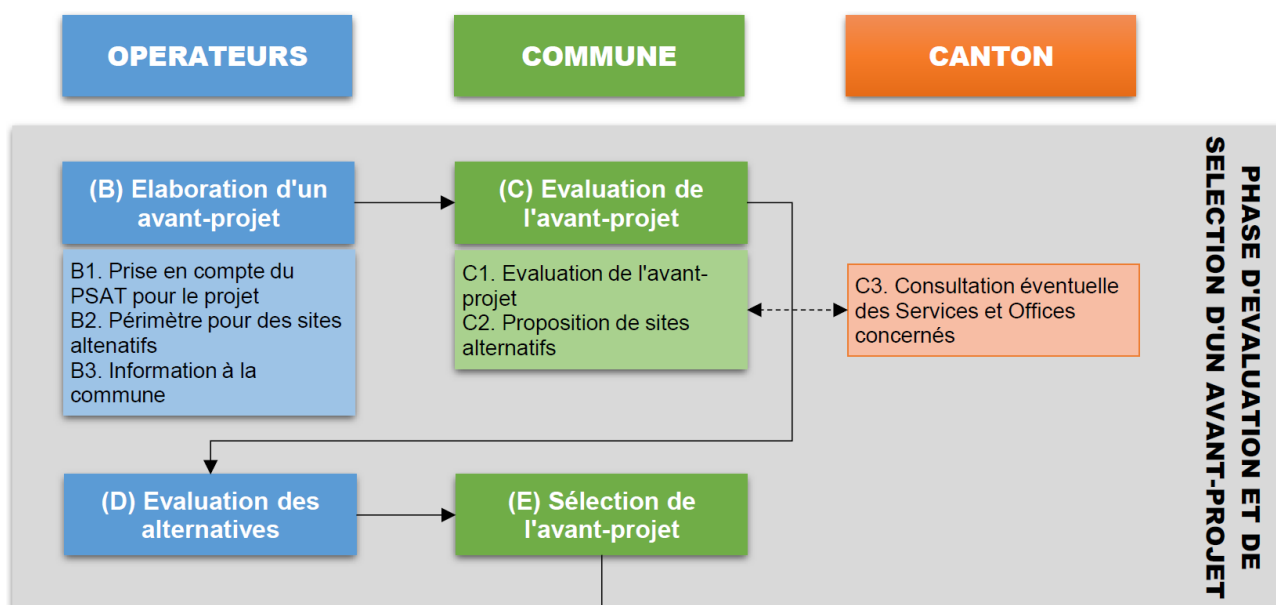


figure 2 : Processus d'évaluation et d'autorisation des projets – Phase 2 : Evaluation et sélection d'un avant-projet

#### 4.2.1 Prise en compte du PDCatm (B1)

Le PDCatm contient des informations spatiales qui précisent les priorités en matière d'implantation d'antennes de téléphonie mobile. Étant donné que les besoins de la commune en matière de planification locale sont connus dès le départ par les opérateurs, les chances de trouver une bonne solution sont accrues.

Les conditions suivantes doivent être remplies pour qu'un site soit pris en considération et ne soit pas exclu d'emblée :

- **Adéquation technique** : le site permet de fournir des services de téléphonie mobile de qualité.
- **Disponibilité du site** : le propriétaire a la volonté de conclure un contrat de location et les exigences légales sont respectées (réglementation en matière de construction et de protection, limites).

En ce qui concerne l'aptitude technique, les autorités s'appuient sur les informations fournies par les opérateurs. En ce qui concerne la disponibilité, la municipalité peut approcher les propriétaires concernés au moment opportun et chercher une solution.

#### 4.2.2 Périmètre pour des sites alternatifs (B2)

Dans le cas de nouveaux sites à construire, les opérateurs de réseaux mobiles désignent les zones dans un rayon de 300 m où une bonne couverture de téléphonie mobile pourrait également être assurée à la place du site prévu (périmètre pour les sites alternatifs).

#### 4.2.3 Information à la commune (B3)

L'opérateur informe la commune de l'avant-projet et de l'emplacement prévu. Il fournit également le périmètre permettant de désigner des sites alternatifs.

#### 4.2.4 Évaluation de l'avant-projet (C1)

Sur la base du PDCatm, l'autorité communale compétente examine et évalue le site proposé par l'opérateur. Si les conditions de base sont remplies, les principes d'aménagement pour la sélection des sites de téléphonie mobile (cf. chapitre 2.2) et le concept (cf. chapitre 3) s'appliquent.

Les principes doivent être pris en compte de manière appropriée dans le processus de sélection d'un site et dans la pesée des intérêts. Il n'y a pas d'ordre de priorité. La pondération est effectuée par les autorités communale en fonction des circonstances de chaque cas.



En outre, la coordination avec les communes voisines doit être assurée, d'autant plus si un site est examiné à proximité d'une limite communale et sert également à desservir la commune voisine. Pour la planification des réseaux de téléphonie mobile, ce sont donc la structure de l'habitat, le comportement des clients et les conditions topographiques qui importent et non les frontières politiques.

#### **4.2.5 Proposition de sites alternatifs (C2)**

La commune examine également si d'autres sites sont possibles. L'accent est mis sur les sites situés dans le périmètre de sites alternatifs (rayon de 300 m). Elle transmet l'évaluation à l'opérateur et les sites d'implantation alternatifs identifiés et de l'ordre de priorité établi.

A partir de la transmission des informations de l'opérateurs (étape B3), l'autorité communale compétente effectue les étapes C1 et C2 dans un délai raisonnable (en principe moins de 2 mois).

#### **4.2.6 Consultation éventuelle de l'Etat (C3)**

Si nécessaire, la commune peut consulter les Services et Offices de l'Etat selon la thématique concernée (Office de l'environnement, Office de la culture, Section de l'aménagement du territoire, etc.). C'est notamment le cas pour une implantation d'une antenne hors de la zone à bâtir.

#### **4.2.7 Évaluation des alternatives (D)**

L'opérateur de réseau mobile examine les sites alternatifs désignés par la commune au regard de leur faisabilité technique et économique. Ils informent la commune par écrit des résultats de ses analyses.

#### **4.2.8 Sélection de l'avant-projet (E)**

Si plusieurs sites sont faisables sur la base des évaluations effectuées, la commune peut désigner le site le plus optimal de son point de vue à l'attention de l'opérateur de réseau mobile dans un délai de 20 jours.

Si la commune fait usage de cette possibilité, l'opérateur de réseau mobile renonce à présenter une demande de construction pour le site initialement prévu et présente la demande de construction pour le site alternatif à la suite de l'évaluation. Dans le cas contraire, l'opérateur peut conserver le site initialement prévu.

## 4.3 Phase de procédure

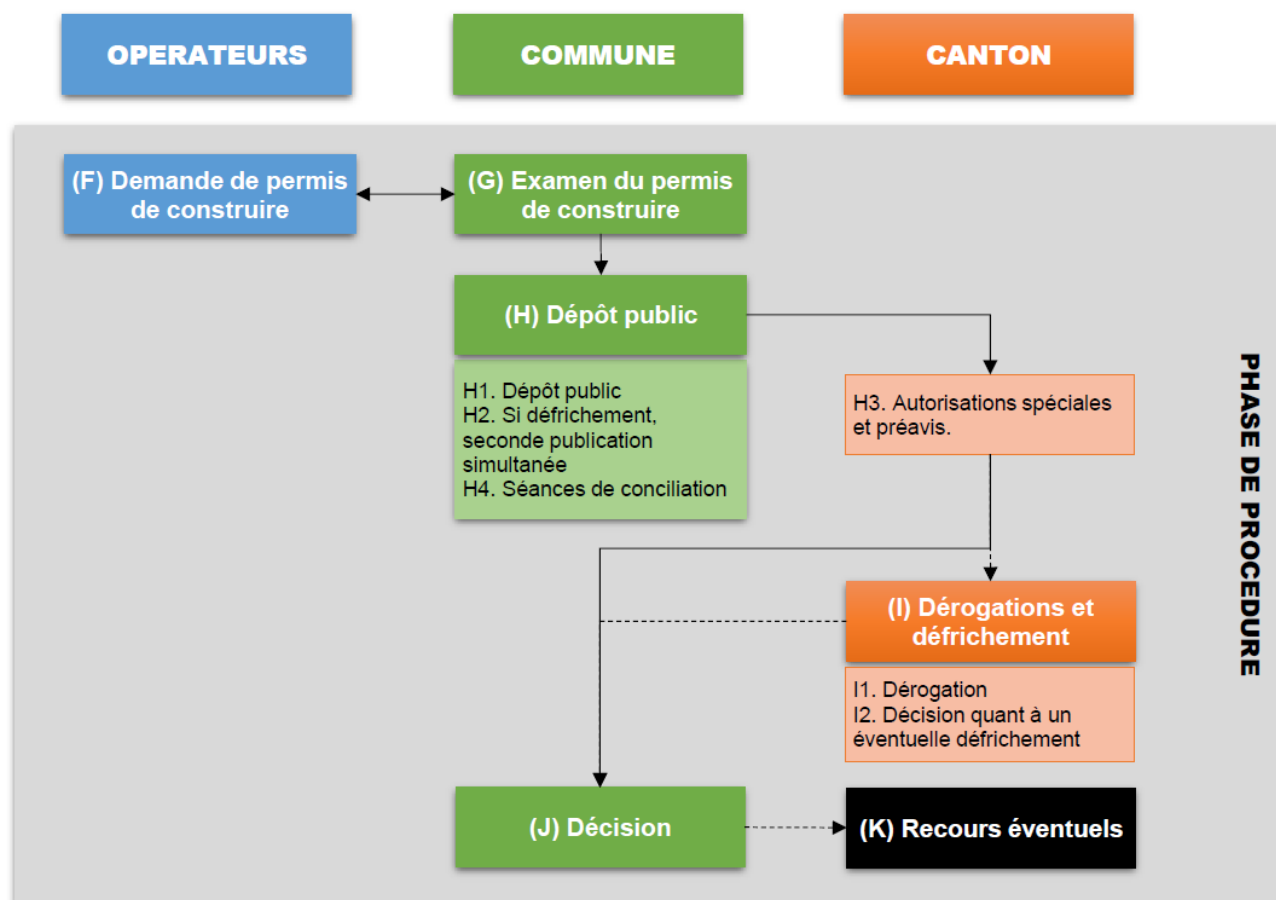


figure 3 : Processus d'évaluation et d'autorisation des projets – Phase 3 : Procédure

### 4.3.1 Demande de permis de construire (F)

Le projet définitif est élaboré en fonction des choix effectués lors de l'étape précédente. La demande de permis de construire est à présenter conformément aux dispositions du DPC<sup>3</sup> (art. 10 à 16) et doit obligatoirement être saisie par le requérant ou son mandataire dans la prestation JURAC du guichet virtuel, où elle sera traitée par l'autorité compétente. En cas de dérogations, celles-ci sont à motiver par le requérant. En plus des documents habituels pour chaque demande de permis de construire, la fiche technique détaillée du site selon l'art. 11 ORNI doit être correctement remplie et soumise à l'autorité communale chargée des permis de construire.

Si le projet est situé dans une aire soumise à la législation forestière, un dossier de défrichement est à élaborer conformément aux directives en la matière. La procédure y relative est à engager simultanément à la demande de permis de construire. Des informations seront fournies quant aux surfaces à défricher et aux mesures de compensations prévues.

### 4.3.2 Examen du permis de construire (G)

En plus de la saisie dans JURAC, la demande de permis de construire est également à transmettre au service compétent de la commune au format papier (2 exemplaires). Celui-ci procède à l'examen du dossier. Si le dossier est lacunaire, il demande les pièces manquantes, des précisions ou des améliorations des projets au requérant. Si le dossier est complet, le dossier peut être déposé publiquement.

<sup>3</sup> Décret concernant le permis de construire –RSJU 701.51

#### **4.3.3 Dépôt public (H1)**

L'autorité communale dépose publiquement le projet durant 30 jours (avis publié dans le Journal officiel). Les demandes de dérogations sont indiquées dans la publication. En parallèle, elle expédie un exemplaire du dossier aux services de l'Etat et autres instances concernées pour qu'ils se prononcent (évaluation RNI à l'Office de l'environnement et, pour les sites en dehors de la zone à bâtir, au Service du développement territorial).

#### **4.3.4 Défrichement (H2)**

Si le projet nécessite un défrichement, la demande fait l'objet d'un dépôt public séparé mais simultané au permis de construire.

#### **4.3.5 Autorisations spéciales et préavis (H3)**

Les services de l'Etat et autres instances consultées disposent du délai du dépôt public pour se prononcer sur le dossier, délai qui peut être prolongé si le projet requiert des compléments. Les autorités cantonales transfèrent leur décision à la commune pour la poursuite de la procédure.

#### **4.3.6 Séances de conciliation (H4)**

L'autorité compétente organise en principe les pourparlers de conciliation auxquels sont convoqués les requérants, les opposants et les représentants de l'autorité communale. Les oppositions à un défrichement sont traitées simultanément. À la suite des discussions, les opposants décident du retrait ou du maintien de l'opposition. Un procès-verbal résume la teneur des échanges.

#### **4.3.7 Dérogations (I1)**

La Section cantonale des permis de construire décide de ratifier ou non les dérogations à la réglementation communale sur les constructions. Pour les dérogations à la législation cantonale et fédérale, la décision est de la compétence du Département en charge de l'aménagement du territoire qui décide de l'octroi ou non d'une dérogation.

#### **4.3.8 Éventuelle décision quant au défrichement (I2)**

Si le projet nécessite un défrichement, le Département en charge de l'aménagement du territoire prend une décision et statue sur les oppositions éventuelles qui concerne la forêt.

#### **4.3.9 Décision (J)**

Le Conseil communal évalue les éventuelles dérogations et donne son accord le cas échéant.

Une fois toutes les autorisations et préavis reçus des différents services consultés, l'autorité compétente rend une décision sur la demande de permis de construire et ouvre les voies de recours. Cela s'applique aux personnes dont les intérêts dignes de protection sont touchés ainsi qu'aux opérateurs. Le cas échéant, les associations sont également légitimées, comme les associations de protection de la nature et du patrimoine.

Le PDCatm sert à déterminer l'emplacement le plus approprié des antennes. Dans la décision du permis, il doit être fait référence à ce document.

#### **4.3.10 Recours éventuels (K)**

La décision sur opposition peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de première instance. Le délai de recours est de 30 jours dès notification de ladite décision.

## ANNEXES

## Annexe A Cadre légal

### Droit des télécommunications

Un service universel adéquat et peu coûteux avec des services de télécommunication est un intérêt public, que la Constitution fédérale énonce à l'art. 92 al. 2. Les services de téléphonie mobile sont également d'intérêt public au-delà de cette prestation de service universel. La limite se trouve dans la fourniture de services dans l'intérêt exclusivement privé des opérateurs (clips vidéo, télévision en direct). Toutefois, le fait que la fourniture de services de téléphonie mobile soit dans l'intérêt public ne signifie pas que la construction d'une seule installation de téléphonie mobile est en soi d'intérêt public.

La planification du réseau est de la responsabilité des opérateurs et non de la commune. Selon la LTC<sup>4</sup>, la population et l'économie doivent se voir offrir une large gamme de services de télécommunications peu coûteux, de haute qualité et compétitifs tant au niveau national qu'international. Cela inclut également les services de téléphonie mobile.

Un concept d'implantation d'antennes qui porterait atteinte à cet objectif du droit des télécommunications serait invalide. Il n'est pas de la compétence de la municipalité de prévoir un niveau de couverture inférieur ou une qualité de service inférieure. Le concept doit permettre une fourniture de services de téléphonie mobile de haute qualité.

### Droit de l'environnement

L'exécution de l'ORNI<sup>5</sup> relative aux stations de téléphonie mobile relève en principe des cantons. La protection contre le rayonnement non ionisant est régie de manière définitive par la LPE<sup>6</sup> et par l'ORNI, son ordonnance d'application spécifique. Cela signifie que les communes et les cantons ne peuvent pas modifier les dispositions de protection. D'éventuelles réglementations propres seraient contraires au droit fédéral. Les communes ne peuvent pas stipuler d'exigences ou de restrictions motivées par la protection contre le rayonnement non ionisant et allant au-delà des exigences de l'ORNI.

### Droit de l'aménagement du territoire

L'aménagement du territoire vise à assurer une utilisation judicieuse et mesurée du sol et une occupation rationnelle du territoire (art. 75, al. 1, Cst.). Il relève en premier lieu de la compétence des cantons, auxquels il incombe de fixer l'évolution souhaitée en matière d'aménagement du territoire et de régler les affectations autorisées dans des actes législatifs et des planifications. Ce faisant, les cantons sont tenus de prendre en compte les objectifs et les principes de l'aménagement du territoire, en particulier le principe de la séparation entre territoires constructibles et non constructible.

Un projet de construction doit être approuvé s'il est conforme à l'objectif de la zone d'utilisation et si le terrain est aménagé – sous réserve d'autres dispositions telles que les règlements communaux en matière de construction et de protection ou les limites de l'ORNI. En principe, les stations de téléphonie mobile font partie de la zone habitée. Dans ce cas, elles sont en général conformes à l'affectation de la zone.

En dehors des zones à bâtir, les installations de téléphonie mobile ne sont en général pas conformes aux zones en raison du principe de séparation entre milieu bâti et non bâti. De ce fait, ces installations ne peuvent être autorisées que si elles remplissent les conditions de dérogation au sens de l'art. 24 LAT<sup>7</sup>. Une telle dérogation n'est possible que si l'implantation de ces constructions ou installations hors de la zone à bâtir est imposée par leur destination et qu'aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose. L'implantation d'une station de téléphonie mobile peut s'imposer hors de la zone à bâtir si, pour des raisons techniques, un défaut de couverture ou de capacité ne peut être éliminé en implantant un ou plusieurs sites dans la zone à bâtir ou si la création du site dans la zone à bâtir entraînerait une perturbation inadmissible des fréquences utilisées dans d'autres cellules. Les avantages économiques et les raisons de droit civil (comme le refus du propriétaire du terrain de la zone à bâtir) ne sont pas considérés comme des raisons suffisantes.

---

<sup>4</sup> Loi sur les télécommunications – RS 784.10

<sup>5</sup> Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant – RS 814.710

<sup>6</sup> Loi sur la protection de l'environnement – RS 814.01

<sup>7</sup> Loi sur l'aménagement du territoire – RS 700

Des emplacements en dehors des zones à bâtir peuvent, dans le cadre de la pesée d'intérêts, se révéler nettement plus avantageux que des emplacements dans les zones à bâtir s'ils sont créés sur des constructions et des installations existantes (par exemple sur des pylônes de lignes à haute tension, des réverbères ou d'autres infrastructures de même type, ainsi que des bâtiments et installations agricoles). La station de téléphonie mobile ne doit cependant pas provoquer un important détournement de la finalité du terrain situé hors zone à bâtir et ne doit pas apparaître comme dérangeante. À cet égard, à l'instar des zones non bâties, les routes, les chemins et les places de parking en dehors des zones à bâtir n'entrent, en principe, pas en ligne de compte comme emplacements pour de nouvelles stations de téléphonie mobile. Contrairement à d'autres bâtiments et installations (tels que les routes, les parkings, les décharges, les installations d'extraction de matériaux, les installations sportives, etc.), les antennes de téléphonie mobile peuvent être installées en dehors des zones de construction sans nécessairement nécessiter de nouveaux terrains non bâtis. C'est le cas s'ils sont installés sur des bâtiments et installations existants, comme un mât existant. Cette circonstance est importante pour la pesée des intérêts à réaliser dans l'évaluation du site.

### **Droit de la construction**

Le droit de la construction définit les exigences de base posées aux constructions et installations ainsi qu'aux affectations des biens-fonds. Les installations d'antennes doivent respecter les mêmes prescriptions que les autres constructions et installations (emplacement des constructions, distances à respecter, dimensions, conception, prescriptions techniques, telle la sécurité statique et bien d'autres encore). Le droit de la police des constructions sert à éliminer les dangers concrets lors de la construction, de la transformation ou de la démolition de bâtiments. Le droit de la construction et de la police des constructions (droit public de la construction) agit surtout sur la nature de la réalisation et moins sur le choix de l'emplacement.

Il faut tenir compte du fait que l'installation est bien visible et peut être vue par de nombreuses personnes (par exemple dans des endroits très fréquentés). Le mât ne peut pas être construit aussi haut que souhaité. La mesure dans laquelle la hauteur du mât peut être limitée dépend de la façon dont il s'intègre dans son environnement et des exigences techniques de communication.

Pour évaluer l'intégration des bâtiments et des installations dans la zone environnante, l'autorité de délivrance des permis de construire fonde sa décision sur la position, l'intégration dans la topographie, la taille et la disposition des bâtiments, la conception du toit, la conception de la façade, le choix des matériaux et des couleurs ainsi que la conception du terrain et des environs.

### **Droit de la protection de la nature et du patrimoine**

Les installations de téléphonie mobile appartiennent au réseau national des opérateurs et servent à la fourniture des services donnés en concession par la Confédération. L'octroi d'une autorisation de construire pour une installation de téléphonie mobile implique donc une tâche de la Confédération au sens de l'art. 2 LPN<sup>8</sup>, dans l'accomplissement de laquelle les autorités responsables doivent ménager les objets dignes de protection mentionnés à l'art. 3 LPN, tout comme elles doivent conserver intacts les objets inscrits aux inventaires, en vertu de l'art. 6 LPN, ou en tout cas les ménager le plus possible.

La Confédération et les cantons ont en outre mis sous protection de nombreux paysages et régions. La protection des habitats a été concrétisée par l'élaboration de divers inventaires de biotopes, comme ceux des bas-marais et des hauts-marais. En plus des paysages, il faut ménager les sites construits, historiques ou naturels, ainsi que les monuments dignes d'être conservés. Ces biens ou objets doivent absolument être gardés intacts lorsque l'intérêt public à leur conservation est prépondérant. Pour certains objets d'importance nationale inscrits aux inventaires fédéraux, tout projet est pratiquement exclu vu les exigences très sévères posées.

Dans des paysages sensibles à l'intérieur de sites protégés cantonaux ou de sites construits dignes de protection, il s'agira de choisir les lieux d'implantation avec une extrême attention pour le paysage et de favoriser la construction d'installations communes là où les plans des réseaux le permettent. En outre, il convient de garantir une intégration optimale des installations dans le paysage.

---

<sup>8</sup> Loi sur la protection de la nature et du paysage – RS 451

La Commission fédérale des monuments historiques (CFMH) a formulé comme suit les principes de base concernant les antennes de téléphonie mobile et la protection des monuments (document de base du 12 mars 2008) :

- L'installation d'antennes de téléphonie mobile sur des monuments historiques ou à proximité de ceux-ci est à éviter.
- L'installation d'une antenne de téléphonie mobile ne doit pas porter atteinte à la substance matérielle d'un monument historique.
- Les antennes de téléphonie mobile ne peuvent être implantées sur des monuments que si elles n'en affectent ni l'aspect ni l'effet.
- Les antennes ne peuvent être apposées à des monuments historiques que là où elles ne sont pas visibles depuis le domaine public ou depuis des locaux accessibles au public.
- Des antennes ne peuvent être érigées aux abords des monuments et des ensembles que pour autant qu'elles ne dérangent ni les perspectives significatives à partir du monument, ni les perspectives significatives sur le monument depuis les espaces publics.

Les communes peuvent mettre en œuvre des mesures de protection de la nature et du patrimoine en édictant des zones de protection pour certaines zones ou certains objets ou en prévoyant d'autres mesures d'aménagement du territoire. Les zones de protection sont clairement délimitées dans le plan de zones et contiennent des prescriptions sur l'utilisation des terrains qui sont contraignants pour le propriétaire. Les autres mesures de protection comprennent les inventaires de protection, les ordonnances de protection, les accords de protection et l'expropriation. Sur la base de ces mesures de protection spécifiques, les autorités chargées de l'octroi des permis de construire disposent d'une marge de manœuvre dans l'évaluation des demandes de construction d'installations de téléphonie mobile.

Les installations de téléphonie mobile visibles de l'extérieur ne sont pas autorisées dans les zones de protection et sur les objets protégés, même s'il s'agit en fin de compte de peser les intérêts dans chaque cas individuel. La construction d'installations visibles dans ces zones ou sur ces objets n'est pas explicitement interdite. Cependant, le PDCatm peut permettre un contrôle et une évaluation prospective dans la mesure où les installations de téléphonie mobile visibles sur ces sites sont généralement hors de question.



## Annexe B Analyse territoriale

### 1. Zones d'affectation

Les différentes zones d'affectation présentes sur le territoire communal de Delémont sont représentées à la figure 4.

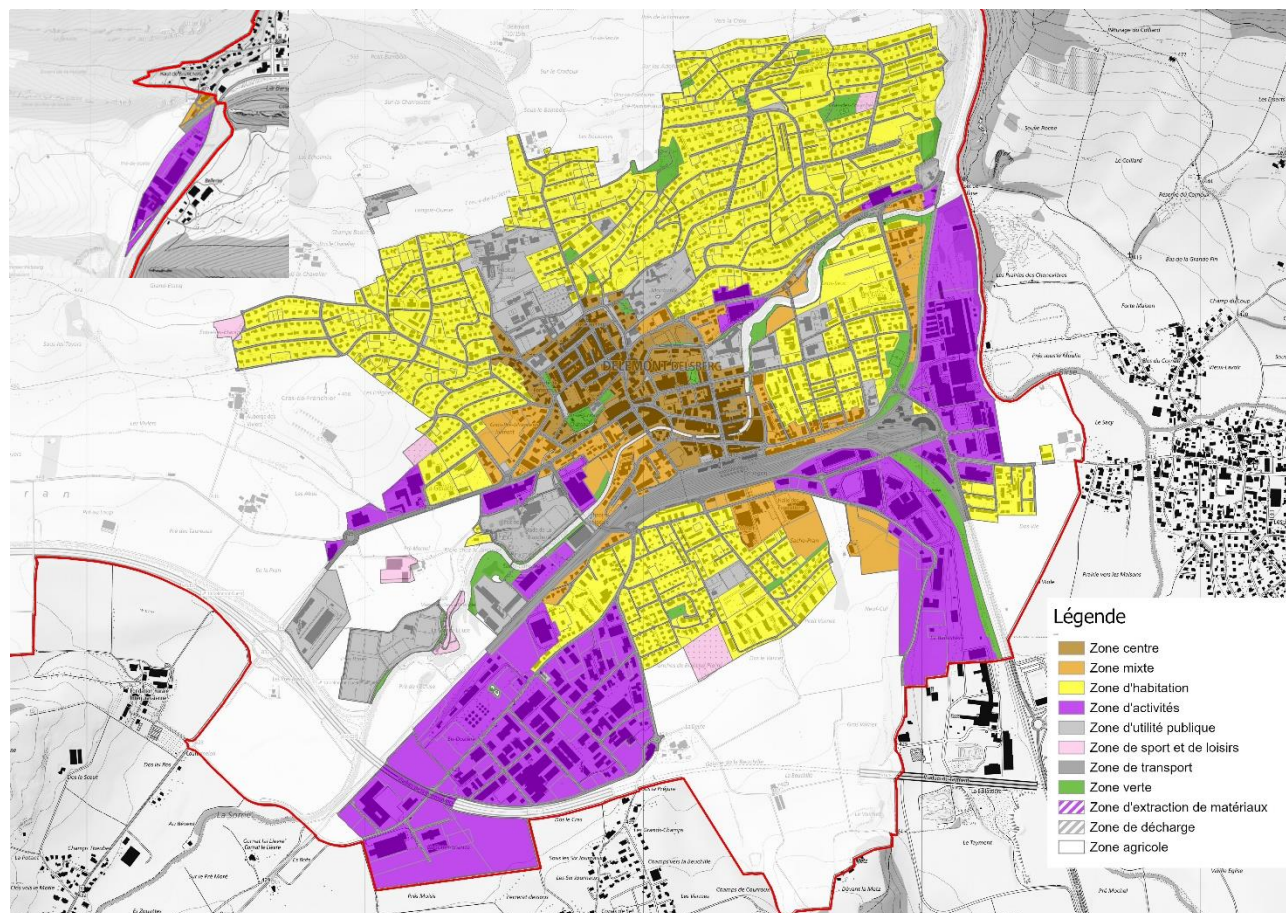


figure 4 : Zones d'affectation de la commune de Delémont

L'appréciation des différentes zones d'affectation quant à leur compatibilité avec les antennes de téléphonie mobile est la suivante :

Zones	Remarques
<b>Zone centre</b>	<p>Les zones centres (CA, CB et CC) sont destinées à un usage mixte, soit l'habitat et les activités engendrant peu de nuisances tels que commerces, bureaux, services et équipements publics.</p> <p>Les projets de construction doivent prendre en considération les caractéristiques préexistantes du contexte environnant afin de favoriser l'harmonie générale du quartier. L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs des bâtiments et installations doivent être choisis de manière à ne pas altérer le caractère esthétique et historique de la Vieille Ville et de ses abords ainsi que de l'ensemble de la zone centre-ville.</p>



	<p>Dans la zone centre, plus particulièrement la zone CA, les prescriptions architecturales sont soumises à des exigences très élevées. Une interprétation stricte est justifiable dans la mesure où, dans la zone centre, les installations de téléphonie mobile représentent généralement une atteinte inadmissible à la conception architecturale en raison de leur aspect volumétrique et désavantageux.</p> <p>Conformément au principe de proportionnalité, <b>l'interdiction générale doit être limitée aux installations qui sont clairement visibles de l'extérieur</b>. Cela n'exclut pas les solutions plus discrètes et à l'intérieur des bâtiments.</p>
<b>Zone mixte</b>	<p>Les zones mixtes (MA, MB, MC et MD) sont également destinées à un usage mixte, soit l'habitat, les services publics et les activités engendrant peu de nuisances. La différence avec la zone centre se situe au niveau des activités autorisées. Ici, il est question d'artisanat, de petite industrie, de petits commerces en relation avec une activité artisanale et de petits commerces de quartier.</p> <p>Les installations de téléphonie mobile ne sont pas des activités au sens du droit de la construction, mais des installations d'infrastructure technique. Dans la mesure où ces installations sont construites principalement pour desservir la zone à bâtir, elles sont conformes à la zone mixte. <b>En termes d'urbanisme, en dehors des secteurs inscrits à l'ISOS, il n'y a pas de dispositions particulières de protection qui empêcheraient les installations de téléphonie mobile dans cette zone.</b></p>
<b>Zone d'habitation</b>	<p>Les zones d'habitation (HA, HB et HC) sont principalement destinées à l'habitat. Les activités économiques engendrant peu de nuisances (services, petit artisanat) ne sont autorisées que si elles ne perturbent pas le caractère résidentiel du quartier.</p> <p>Dans les zones d'habitation, le caractère résidentiel doit être préservé. La construction d'une installation de téléphonie mobile est susceptible de provoquer un sentiment de malaise chez une grande partie des habitants et donc de nuire à la qualité d'une zone d'habitation. <b>Ces effets psychologiques et économiques négatifs sont indésirables du point de vue de la planification locale</b>, même s'il n'y a pas de risque avéré pour la santé. Il convient de noter que cette appréciation s'applique également si l'installation n'est pas prévue dans la zone d'habitation, mais directement à côté de celle-ci et que son apparence l'influence clairement.</p> <p>Même si le règlement sur les constructions vise à protéger le caractère résidentiel de la zone d'habitation, cela ne peut pas légalement aboutir à une interdiction des installations de téléphonie mobile. Une interdiction générale serait inadmissible en vertu de la loi sur les télécommunications.</p> <p><b>En termes d'urbanisme, en dehors des secteurs inscrits à l'ISOS, il n'y a pas de dispositions particulières de protection qui empêcheraient les installations de téléphonie mobile dans cette zone.</b></p>
<b>Zone d'activités</b>	<p>La zone d'activités A (zone AA) est destinée en priorité aux entreprises provoquant des nuisances et ayant besoin d'importantes surfaces. La zone d'activités B (zone AB) est destinée en priorité à des bâtiments industriels et artisanaux accueillant des entreprises « haut de gamme » à la recherche d'un environnement pauvre en nuisances. La zone d'activités C (zone AC) est destinée en priorité aux centres d'achats.</p> <p><b>De manière générale, les zones d'activités se prêtent bien à l'installation d'antennes de téléphonie mobile, en particulier la zone AA qui est peu dense en termes d'utilisateurs.</b></p>
<b>Zone d'utilité publique</b>	<p>La zone d'utilité publique est destinée aux installations et ouvrages d'intérêt public. Les installations de téléphonie mobile sont des infrastructures nécessaires pour la fourniture de services d'intérêt public. <b>Ces installations correspondent à la destination de la zone d'utilité publique</b>. Toutefois, selon leur destination, certains secteurs d'utilité publique peuvent accueillir une population particulièrement sensible et nécessitent une appréciation différenciée du reste de la zone UA (cf. point 2 ci-après).</p>
<b>Zone de sport et loisirs</b>	<p>Comme son nom l'indique, la zone de sport et loisirs est destinée aux activités sportives et de loisirs. Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.</p> <p><b>Les installations de téléphonie sont construites principalement pour desservir la zone à bâtir. Elles sont donc conformes à la zone de sport et loisirs.</b></p>
<b>Zone verte</b>	<p>La zone verte a pour but de structurer le milieu bâti. Elle est exempte de tout bâtiment qui ne correspondent pas à l'objectif de la zone. <b>Les installations de téléphonie mobile ne sont pas conformes à la zone verte.</b></p>

<b>Zone de transport</b>	La zone de transport recouvre tous les espaces de circulation à l'intérieur de la zone à bâtir. Il s'agit donc d'appliquer les mêmes règles que pour les zones à bâtir environnant la zone de transport, à l'exception de l'espace ferroviaire. Ce dernier est à considérer comme une zone à part entière. <b>Aucune disposition de protection n'empêche les installations de téléphonie mobile dans cet espace.</b>
<b>Zone agricole</b>	La zone agricole sert à la production (principalement dépendante du sol) de biens agricoles. Ce n'est pas une zone de construction. <b>Les systèmes de téléphonie mobile dans la zone agricole ne sont pas conformes à la zone.</b> Une exception prévue hors de la zone à bâtir est nécessaire au sens de l'article 24 LAT. <b>Une autorisation exceptionnelle peut être accordée</b> pour des raisons radio-techniques si le réseau nécessite un site en dehors de la zone de construction pour une couverture complète ou pour éliminer des goulets d'étranglement de capacité.  <b>Dans des circonstances particulières, un site</b> situé en dehors des zones à bâtir peut s'avérer si avantageux qu'il <b>peut être reconnu comme étant imposé par sa destination</b> . Si l'installation de téléphonie mobile peut être montée sur des bâtiments et des installations existantes et si elle ne provoque pas de perturbations (par exemple sur des pylônes à haute tension ou des installations de téléphonie mobile déjà existantes).

## 2. Zones d'utilité publique

Les différents secteurs d'utilité publique de la commune de Delémont sont illustrés à la figure 5 et sont les suivants :

- UAa : écoles ;
- UAb : institutions de soins, santé ;
- UAc : sport, loisirs, tourisme ;
- UAd : mobilité ;
- UAe : lieux de culte ;
- UAf : centre d'exploitation A16/routes cantonales et police cantonale ;
- UAg : écopoints ;
- UAh : locaux associatifs et administratifs.

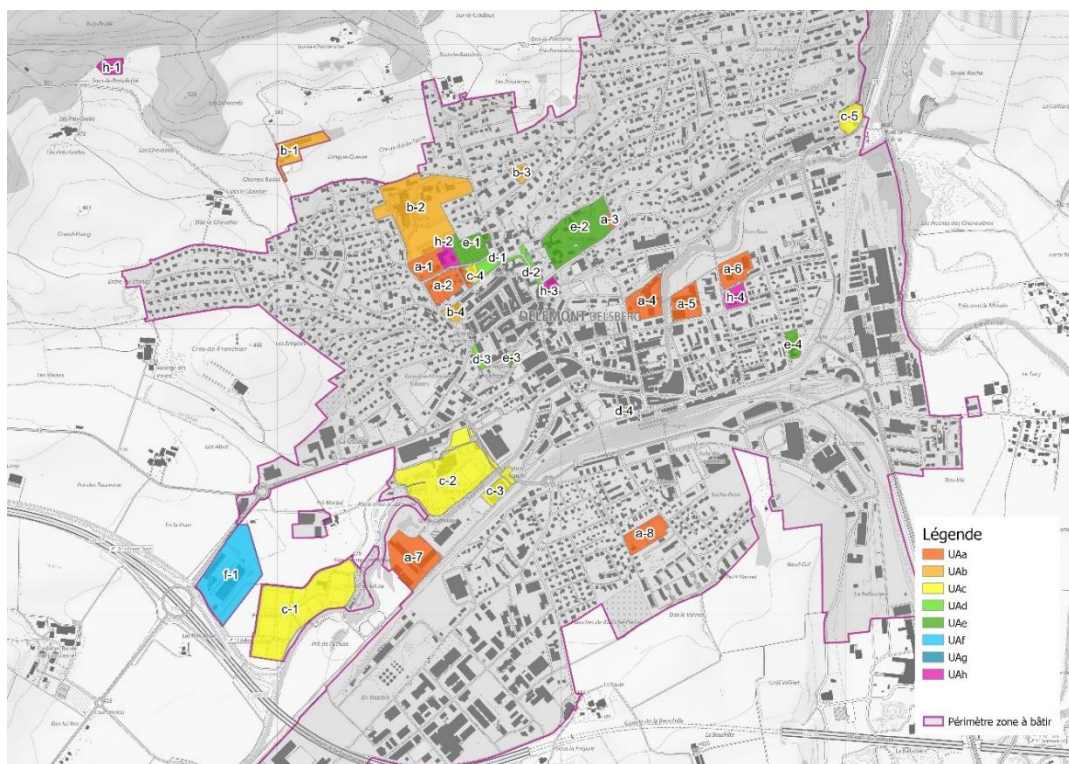


figure 5 : Identification des différents secteurs d'utilité publique



La synthèse fait l'objet de la figure 6 et du tableau 4. En raison de leur dimension et de leur imbrication dans la zone à bâtir alentour, les secteurs UA<sub>g</sub> (écopoint) n'ont pas été pris en considération dans l'évaluation. Ces secteurs sont englobés dans les zones à bâtir qui les entourent.

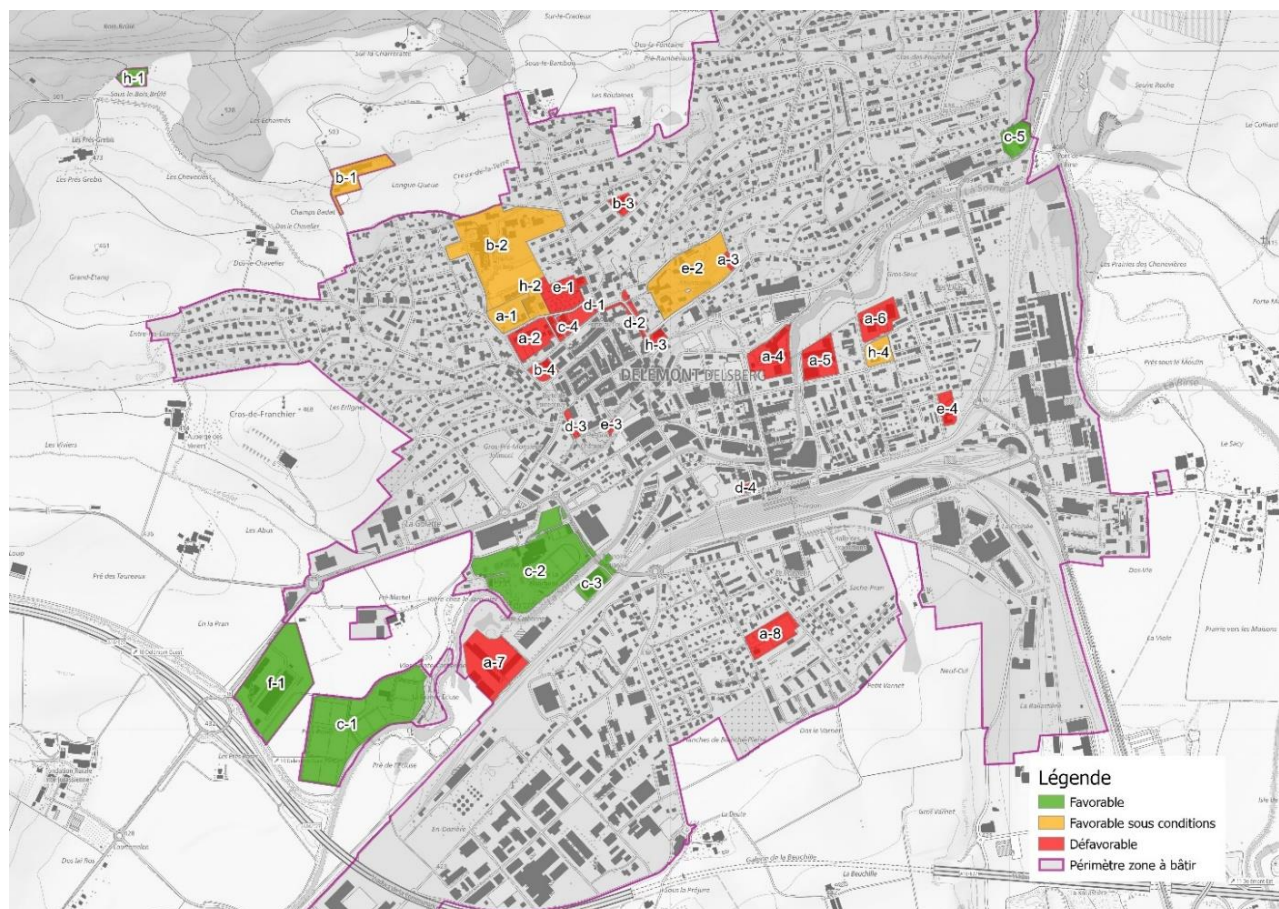


figure 6 : Appréciation des zones d'utilité publique pour l'implantation d'antennes de téléphonie mobile

Secteurs	Définitions	Id.	Lieux	Appréciations générales
UA <sub>a</sub>	Ecoles	a-1	Salle de sports ECG	Favorable sous conditions
		a-2	Ecole de culture générale	Défavorable
		a-3	Rue du Temple	Défavorable
		a-4	Collège	Défavorable
		a-5	Ecole de commerce	Défavorable
		a-6	Ecole du Gros-Seuc	Défavorable
		a-7	Ecole professionnelle	Défavorable
		a-8	Ecole des Traversins	Défavorable
UA <sub>b</sub>	Institutions de soins, santé	b-1	Fondation Pérène	Favorable sous conditions
		b-2	Hôpital	Favorable sous conditions
		b-3	Chemin des Fontaines	Défavorable
		b-4	Home la Promenade	Défavorable
UA <sub>c</sub>	Sport, loisirs, tourisme	c-1	Prés-Roses	Favorable
		c-2	Blancherie	Favorable
		c-3	Patinoire	Favorable
		c-4	Arsenal	Défavorable



UAd	Mobilité	c-5	Auberge de jeunesse	Favorable
		d-1	Place de l'Etang	Défavorable
		d-2	Place de la Foire	Défavorable
		d-3	Place Monsieur	Défavorable
		d-4	Gare routière	Défavorable
UAe	Lieux de culte	e-1	Cimetière	Défavorable
		e-2	Temple/Montcroix	Favorable sous conditions
		e-3	Cure	Défavorable
		e-4	Chapelle Righi	Défavorable
UAf	Centre d'exploitation A16/police	f-1	Centre A16	Favorable
UAh	Locaux associatifs et administratifs	h-1	CABI	Favorable
		h-2	Pompiers	Favorable sous conditions
		h-3	UETP	Défavorable
		h-4	Centre l'Avenir	Favorable sous conditions

tableau 4 : Appréciation des zones d'utilité publique pour l'implantation d'antennes de téléphonie mobile

### 3. Périmètres de protection et aire forestière

L'aire forestière et les différents périmètres de protection pris en considération sont représentés à la figure 7 et à la figure 8.

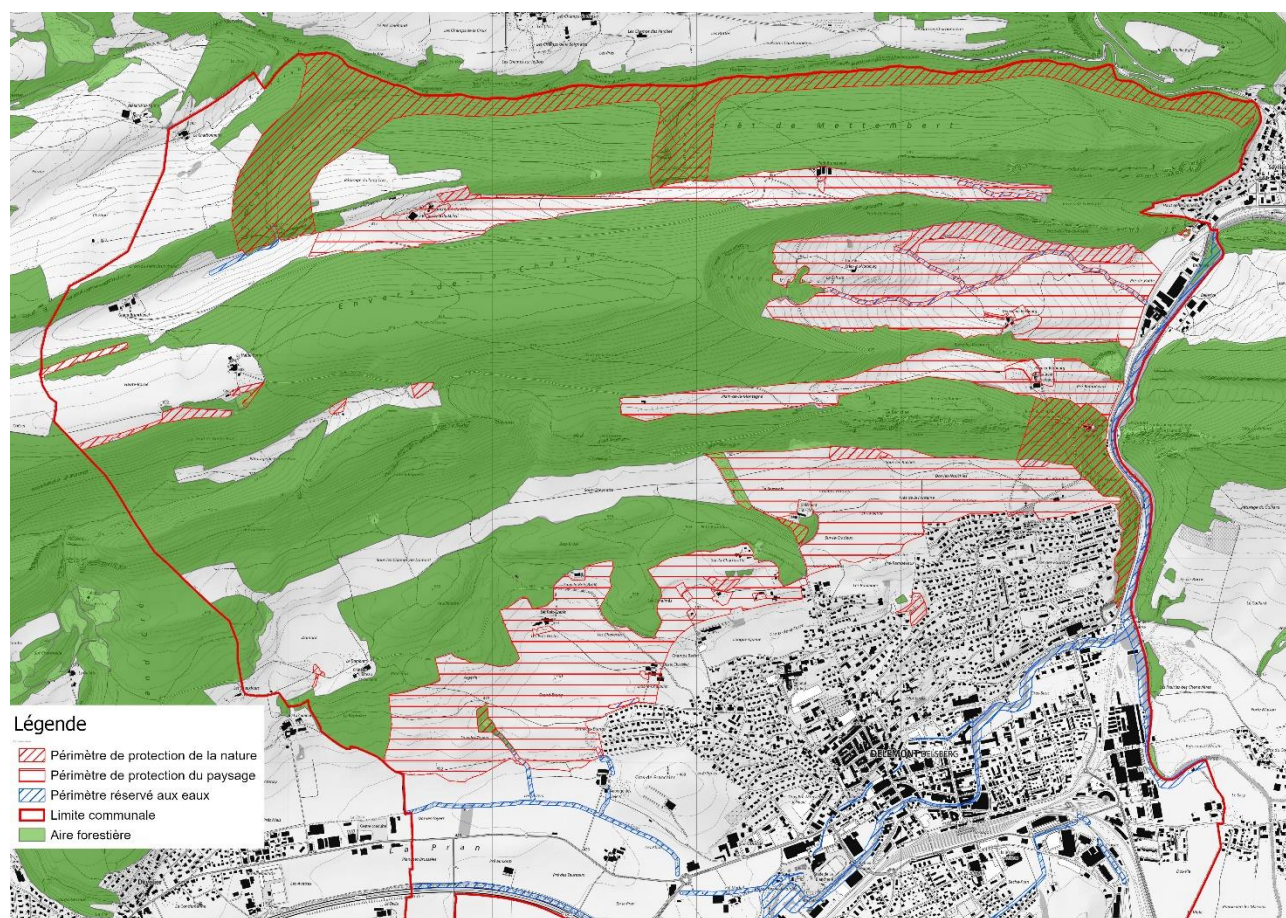


figure 7 : Périmètres de protection de la nature, du paysage et réservé aux eaux, aire forestière

L'appréciation des périmètres et de l'aire forestière quant à leur compatibilité avec les antennes de téléphonie mobile est la suivante :

Périmètres	Remarques
<b>Aire forestière</b>	<p>Si une antenne de téléphonie mobile nécessite l'usage de l'aire forestière, une autorisation de défrichement est nécessaire en plus d'une exception prévue en vertu de l'article 24 LAT. Toutefois, <b>l'implantation d'une station de téléphonie mobile n'est généralement pas autorisée en raison de l'interdiction de défricher prévue à l'article 5 de la loi fédérale sur les forêts.</b></p> <p>Au sens juridique, le défrichement signifie l'utilisation abusive du sol forestier et pas nécessairement l'enlèvement du boisement. Un permis de défrichement exige que des raisons importantes l'emportent sur l'intérêt à la conservation de la forêt et que l'installation soit imposée par sa destination</p>
<b>Protection de la nature ou du paysage</b> <b>Périmètre réservé aux eaux</b>	<p>Les périmètres de protection de la nature (PN) ont pour but de protéger les éléments naturels sous toutes leurs formes. Toutes les formations naturelles, l'ensemble de la flore (arbres, bosquets, haies, plantes, etc.) et de la faune sont protégés. Seul l'entretien du site dans son état originel est autorisé. Tous les travaux ou interventions humaines ayant pour conséquence la modification de l'équilibre naturel sont interdits.</p> <p>Les périmètres de protection du paysage (PP) ont pour but de protéger les sites, les lieux et les paysages naturels ou agricoles qui méritent une conservation de leur caractère propre, ainsi qu'une préservation dans leur ensemble des éléments qui les composent. Ils correspondent à des zones de verdure et d'encadrement de la ville ainsi qu'à des zones caractérisées par leur géomorphologie particulière. Le but de protection poursuivi est de maintenir à long terme ces périmètres libres de construction.</p> <p>Le périmètre réservé aux eaux (PRE) vise à garantir les fonctions naturelles des eaux superficielles, la protection contre les crues et l'utilisation des eaux. A l'intérieur du périmètre PRE, les eaux et leurs rives sont protégées, conformément à la législation fédérale sur la protection des eaux (LEaux) et la législation cantonale sur la protection de la nature et du paysage (LPNP). La végétation des rives (roselières, jonchères et autres formations végétales riveraines) ne doit pas être essartée, ni recouverte ou détruite d'une autre manière</p> <p><b>Dans les périmètres PN, PP et PRE, les installations de téléphonie mobile sont contraires aux buts de protection. Les conditions d'une exception au sens de l'article 24 LAT sont équivalentes à la situation en zone agricole (voir ci-dessus). Toutefois, compte tenu du statut de protection des PP, PN et PRE, la démonstration qu'aucun intérêt prépondérant ne s'oppose au projet s'avère plus complexe.</b></p>
<b>ISOS</b>	<p>L'ISOS identifie des périmètres et des ensembles bâtis avec un objectif de sauvegarde « A » et « B » ainsi que des échappées dans l'environnement avec un objectif de sauvegarde « a » ou « b ».</p> <p>L'ISOS « A » préconise la sauvegarde de la substance, soit la conservation intégrale de toutes les constructions et composantes du site, de tous les espaces libres, la suppression des interventions parasites. Démolitions et constructions nouvelles sont interdites.</p> <p><b>La mise en place d'installations de téléphonie mobile sur ou à proximité de bâtiments dont la substance est protégée (ISOS A) est en contradiction avec les objectifs de protection, à condition que l'installation soit visible de l'extérieur.</b> Des solutions sont envisageables dans ces zones ou objets protégés si le système peut être installé sous le toit et n'est pas visible de l'extérieur ou n'est guère visible du tout.</p> <p>L'ISOS « B » préconise la sauvegarde de la structure, soit la conservation de la disposition et de l'aspect des constructions et des espaces libres. Cela signifie la sauvegarde intégrale des éléments et des caractéristiques essentielles pour la conservation de la structure. La démolition de constructions anciennes est autorisée uniquement à titre exceptionnel. <b>Des prescriptions particulières sont à prévoir en cas d'intervention et lors de l'intégration de constructions nouvelles.</b></p>





figure 8 : Périmètres ISOS A et B

#### 4. Lieux à utilisation sensible

Les lieux à utilisation sensible (LUS), comprennent les locaux dans les bâtiments dans lesquels des personnes séjournent régulièrement, les places de jeux publiques ou privées, définies dans un plan d'aménagement et les parties de terrains non bâtis sur lesquelles des activités de ce type sont permises (art. 3, al. 3, ORNI). Par LUS on entend par exemple :

- les locaux d'habitation,
- les écoles et jardins d'enfants,
- les hôpitaux, homes pour personnes âgées et homes médicalisés,
- les postes de travail permanents (occupés par un travailleur – ou plusieurs successivement – pendant plus de deux jours et demi par semaine).

Les plus fortes densités de population résidentielle sont situées dans un « croissant » allant du quartier du Gros-Seuc à la Vieille ville en passant par le centre-gare (voir la figure 9). A signaler également le « pôle » de la Golatte. Dans ce « croissant » se concentre également de nombreux établissements publics (écoles, places de jeux, homes, voir la figure 10).

La diagonale entre la gare et la Vieille ville présente une forte densité d'emplois avec le pôle singulier de l'hôpital à son extrémité nord (voir la figure 11). Idem pour la zone d'activités à l'ouest de la ville. A relever aussi les secteurs particulièrement denses des entreprises « Wenger », « Turck », « Von Roll » et du « Quotidien Jurassien » et du quartier de « Morépoint ».



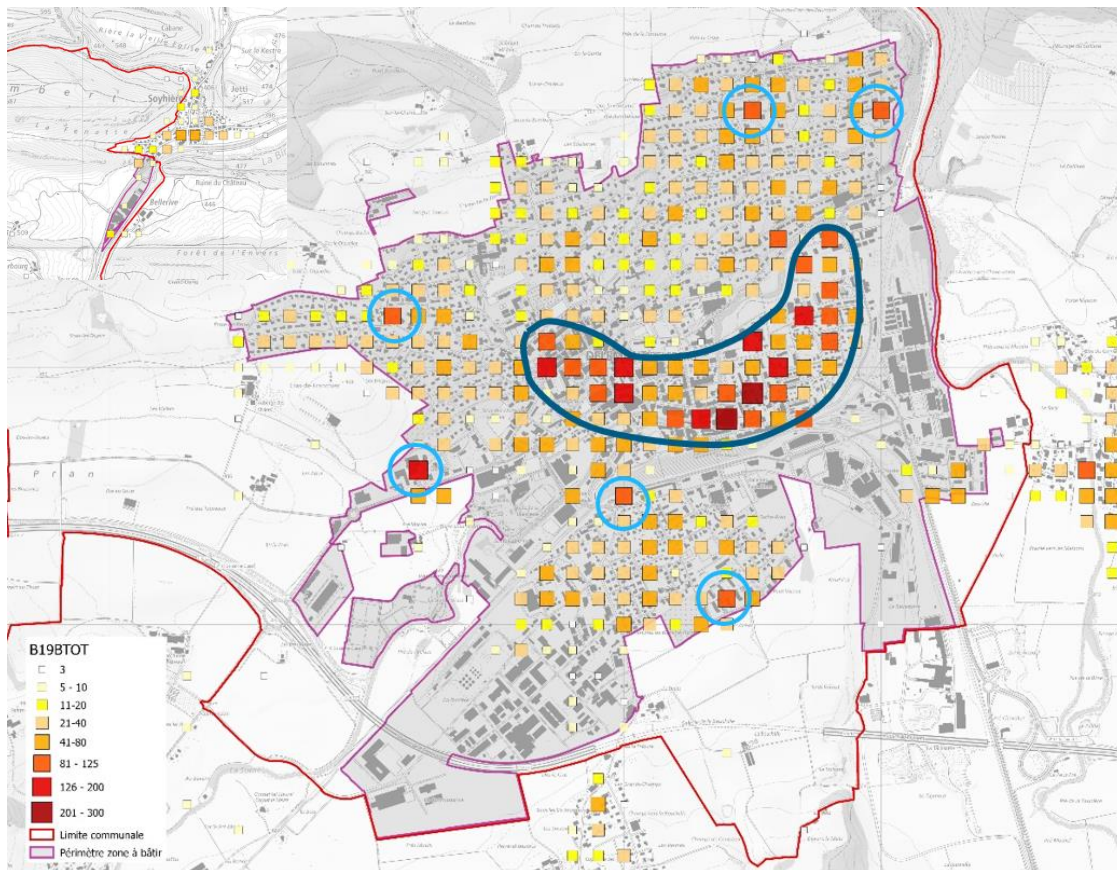


figure 9 : Densité de la population résidentielle

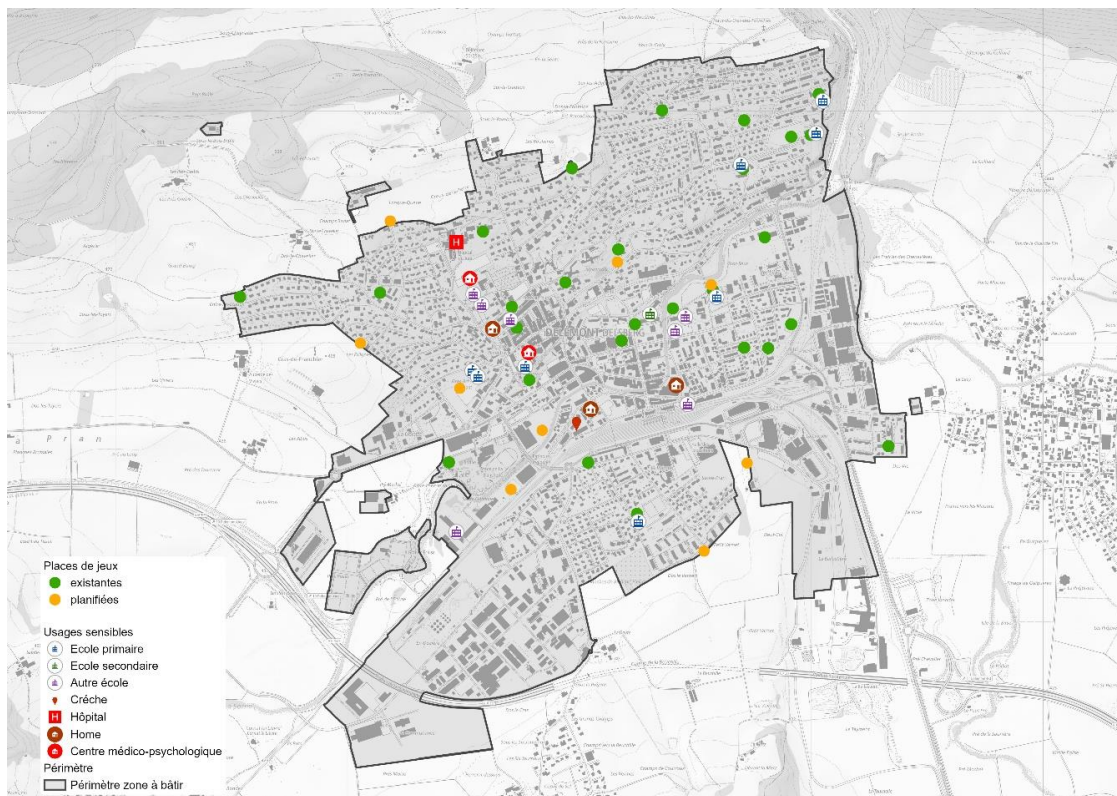


figure 10 : Autres lieux avec une population particulièrement sensible



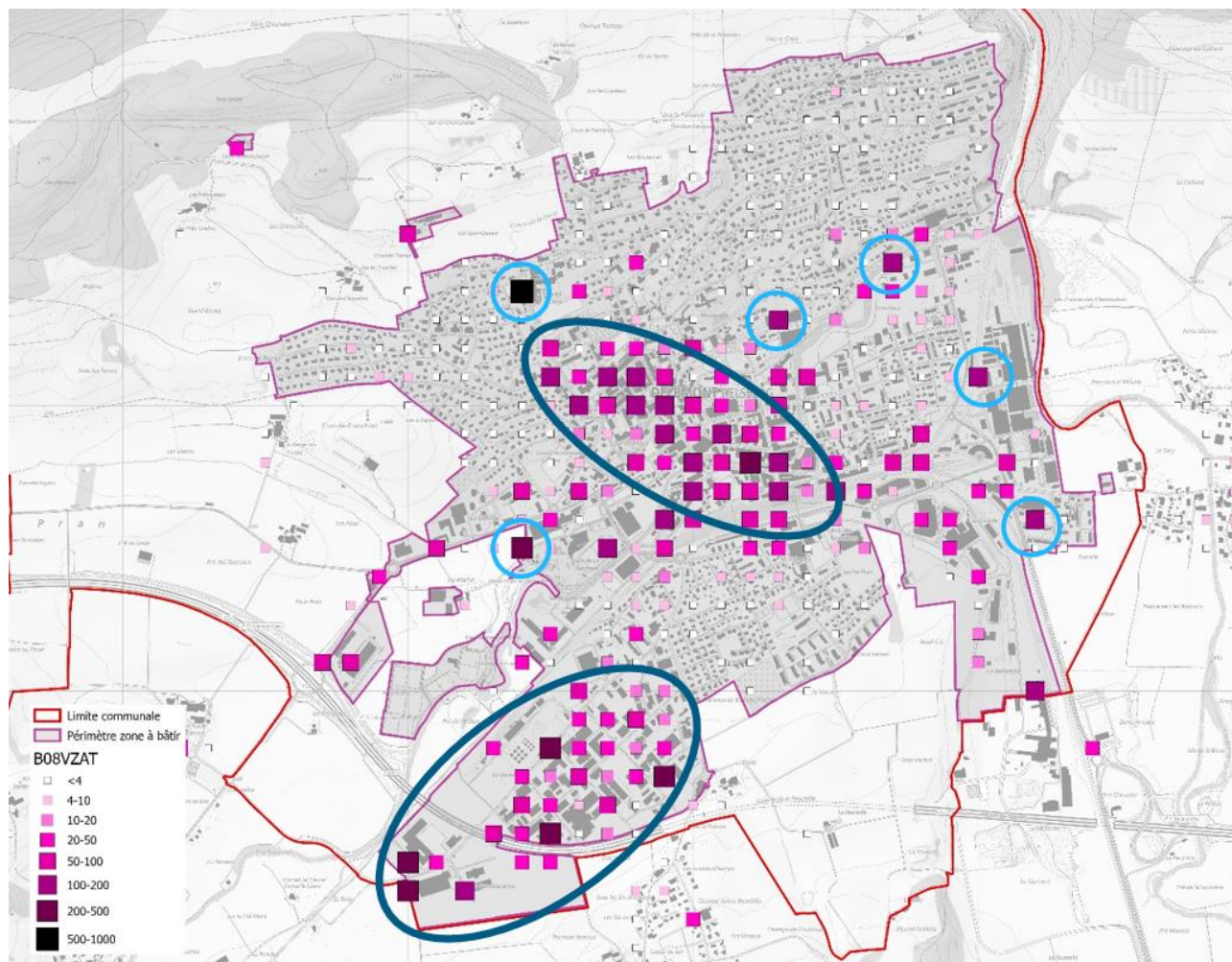


figure 11 : Densité des équivalents plein-temps (EPT)



## 5. Bâtiments et objets protégés du patrimoine bâti

Les objets concernés (voir la figure 12 et le tableau 5) sont strictement protégés pour leur valeur historique et artistique. Le but de la protection est notamment de préserver la structure, la composition des façades, l'aspect des toitures, ainsi que la manière dont les objets sont perçus dans leur environnement. Pour certains objets d'importance nationale inscrits aux inventaires fédéraux, tout projet est pratiquement exclu vu les exigences très sévères posées.

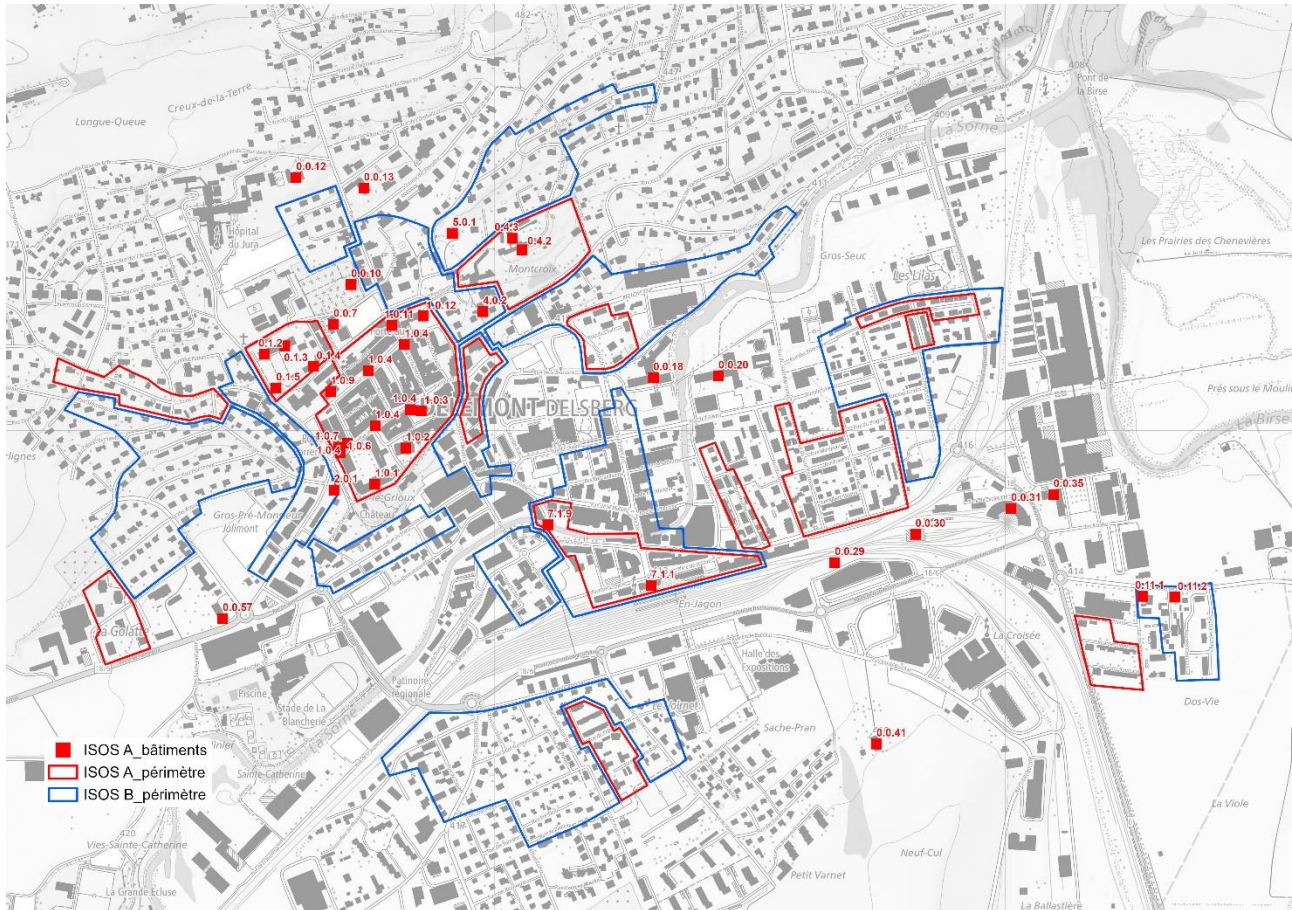


figure 12 : Patrimoine bâti – Objectif de sauvegarde A de l'ISOS

N°	Dénomination	N°	Dénomination	N°	Dénomination
1.0.1	Ancien château épiscopal	7.1.1	Bâtiment des voyageurs CFF	0.0.7	Hangar des pompes
1.0.2	Eglise paroissiale	7.1.9	Pont de la Maltière	0.0.10	Chapelle St-Michel
1.0.3	Hôtel de Ville			0.0.12	Institut St-Germain
1.0.4	Fontaines	0.1.2	Ancien couvent des Capucins	0.0.13	Ancien domaine de Rambévaux
1.0.6	Porte de Porrentruy	0.1.3	Ancienne école des institutrices	0.0.18	Collège secondaire
1.0.7	Musée jurassien	0.1.4	Conservatoire de musique	0.0.20	Ecole professionnelle
1.0.9	Ancien hôpital	0.1.5	Station transformatrice Heimatstil	0.0.29	Poste d'aiguillage
1.0.11	Porte au Loup	0.4.2	Ancienne demeure aristocratique	0.0.30	Dépôt
1.0.12	Hôtel du Parlement	0.4.3	Chapelle des Capucins	0.0.31	Rotonde pour locomotives
2.0.1	Ancienne synagogue	0.11.1	Restaurant de la Charrue	0.0.35	Bâtiment administratif Von Roll
4.0.2	Temple protestant	0.11.2	Villa avec tour d'angle	0.0.41	Ferme du Neuf Cul
5.0.1	Villa de style chalet suisse			0.0.57	Restaurant du Stand

tableau 5 : Liste des objets avec un objectif de sauvegarde A selon l'ISOS

## 6. Bâtiments et objets propices

Les bâtiments d'une certaine hauteur (> 20 m) ainsi que des mâts existants offrent une situation favorable pour l'implantation d'antennes de téléphonie mobile. Ils sont mis en évidence à la figure 13. Les contraintes techniques, de procédure ou les besoins des propriétaires des bâtiments ou des mâts peuvent limiter voire exclure les potentiels identifiés. Des investigations complémentaires sont à mener au cas par cas en cas d'intérêt sur ces sites.

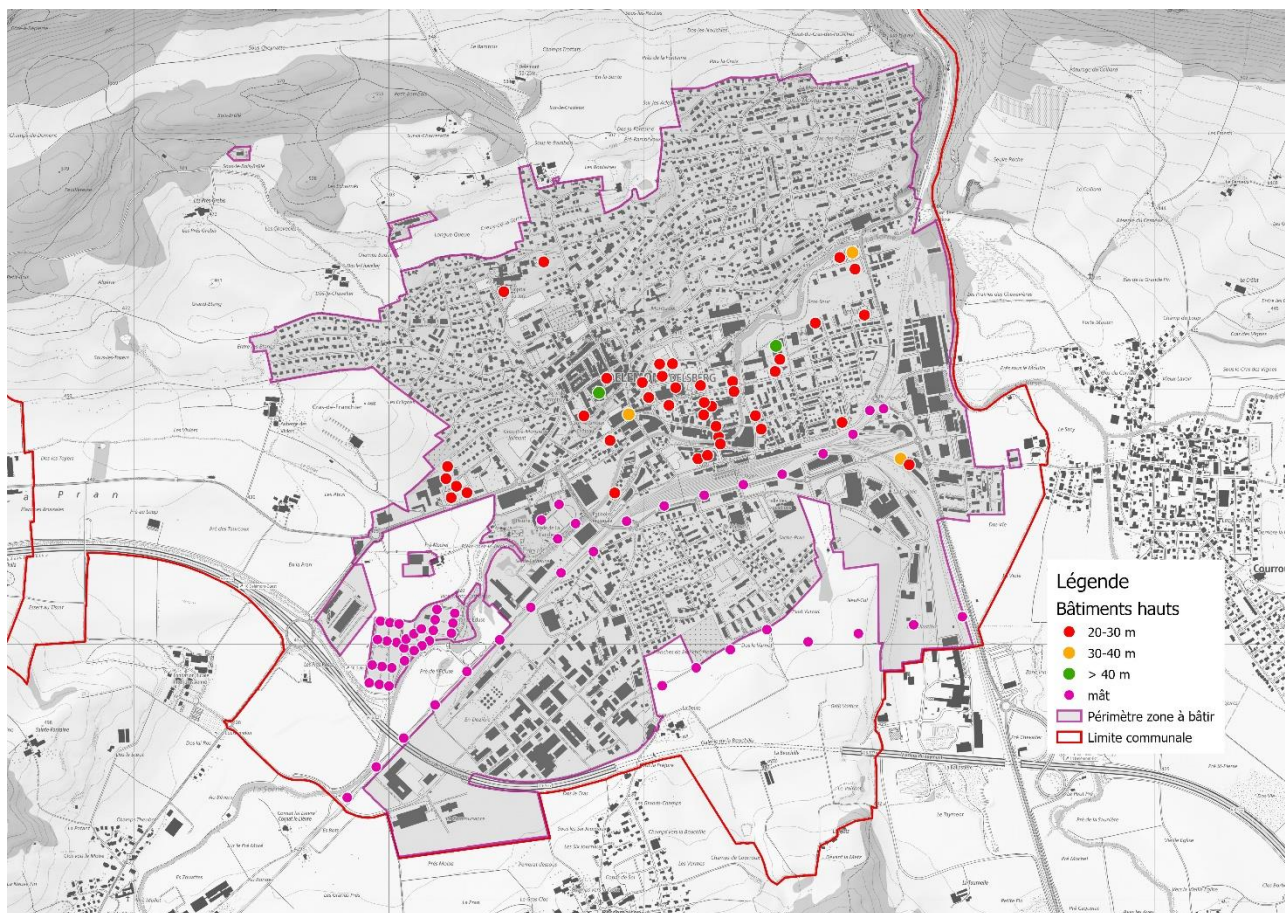





figure 13 : Localisation des bâtiments élevés et des mâts existants à Delémont



## Annexe C Evaluation des secteurs d'utilité publique

Secteur UAa	Identifiant a-1	Nom Salle de gymnastique de l'école de culture générale
		<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière. Il se situe toutefois en bordure d'un périmètre ISOS A (0.1) et de bâtiments protégés (cf. a-2). L'impact d'installations de téléphonie mobile sur ces objets doit être vérifiée.</p> <p>Un autre inconvénient est la proximité de la zone avec des bâtiments scolaires.</p>
Appréciation générale		Lieu favorable sous conditions
Secteur UAa	Identifiant a-2	Nom Ecole de culture générale
		<p><b>Appréciations</b></p> <p>Les bâtiments sont protégés selon l'ISOS (0.1.2, 0.1.3) et ils figurent dans un périmètre ISOS avec un objectif de sauvegarde A (0.1). Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires. Il faut donc éviter de tel site en raison de la proximité avec les élèves.</p>
Appréciation générale		Lieu défavorable
Secteur UAa	Identifiant a-3	Nom Rue du Temple
		<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment figure dans un périmètre ISOS avec un objectif de sauvegarde A (0.4) et est à proximité des bâtiments protégés de Montcroix (0.4.2, 0.4.3). Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p> <p>Un autre inconvénient est la proximité d'une place de jeux.</p>
Appréciation générale		Lieu défavorable

Secteur UAa	Identifiant a-4	Nom Collège
		
<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment est protégé selon l'ISOS et bénéficie d'un objectif de sauvegarde A (0.0.18). Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires. Il faut donc éviter de tel site en raison de la proximité avec les élèves.</p>		
Appréciation générale		Lieu défavorable
Secteur UAa	Identifiant a-5	Nom Ecole de commerce
		
<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment est protégé selon l'ISOS et bénéficie d'un objectif de sauvegarde A (0.0.20). Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires. Il faut donc éviter de tel site en raison de la proximité avec les élèves.</p> <p>Un autre inconvénient est la proximité d'une place de jeux et d'un parc public.</p>		
Appréciation générale		Lieu défavorable
Secteur UAa	Identifiant a-6	Nom Ecole du Gros-Seuc
		
<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment n'est pas protégé à l'ISOS mais figure comme objet local. Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas totalement inapproprié.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires. Il faut donc éviter de tel site en raison de la proximité avec les élèves.</p> <p>Un autre inconvénient est la proximité d'une place de jeux et d'un parc public.</p>		
Appréciation générale		Lieu défavorable



Secteur UAa	Identifiant a-7	Nom Ecole professionnelle
		
<b>Appréciation générale</b>		<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment n'est pas protégé à l'ISOS. Du point de vue de la protection du patrimoine, le site peut convenir.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires. Il faut donc éviter de tel site en raison de la proximité avec les élèves.</p>
		<b>Lieu défavorable</b>
Secteur UAa	Identifiant a-8	Nom Ecole des Traversins
		
<b>Appréciation générale</b>		<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment n'est pas protégé à l'ISOS. Du point de vue de la protection du patrimoine, le site peut convenir.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires. Il faut donc éviter de tel site en raison de sa proximité avec les élèves.</p> <p>Par ailleurs, le secteur est situé au cœur d'une zone résidentielle.</p> <p>Un autre inconvénient est la proximité d'une place de jeux et d'un parc public.</p>
		<b>Lieu défavorable</b>
Secteur UAb	Identifiant b-1	Nom Pérène – Palastre
		
<b>Appréciation générale</b>		<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment n'est pas protégé à l'ISOS. Du point de vue de la protection du patrimoine, le site peut convenir.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires ou avec des enfants. Il faut donc éviter de tel site en raison de la proximité avec les enfants.</p> <p>La situation du site détachée du reste de la zone à bâtir ne permet pas d'exclure qu'une bonne solution soit trouvée notamment dans sa partie Est.</p>
		<b>Lieu favorable sous conditions</b>

Secteur UAb	Identifiant b-2	Nom Hôpital	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment n'est pas protégé à l'ISOS mais figure comme objet local. Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas totalement inapproprié.</p> <p>Par ailleurs, les hôpitaux, homes pour personnes âgées et homes médicalisés sont des lieux avec une population particulièrement sensible. Il faut donc éviter de tel site en raison de leur proximité avec les occupants.</p> <p>La dimension relativement vaste du site ne permet pas d'exclure qu'une bonne solution soit trouvée.</p>
Appréciation générale			Lieu favorable sous conditions



Secteur UAb	Identifiant b-3	Nom Pérène – Fontaines	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment n'est pas protégé à l'ISOS. Du point de vue de la protection du patrimoine, le site peut convenir.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires ou avec des enfants. Il faut donc éviter de tel site en raison de la proximité avec les enfants.</p> <p>Par ailleurs, le secteur est situé au cœur d'une zone résidentielle.</p>
Appréciation générale			Lieu défavorable




Secteur UAb	Identifiant b-4	Nom Home la Promenade	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière. Il se situe toutefois en bordure d'un périmètre ISOS A (1) et à côté de bâtiments protégés (0.1.5, 0.1.4, 1.0.9). Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p> <p>Par ailleurs, les hôpitaux, homes pour personnes âgées et homes médicalisés sont des lieux avec une population particulièrement sensible. Il faut donc éviter de tel site en raison de leur proximité avec les occupants.</p>
Appréciation générale			Lieu défavorable






Secteur UAa	Identifiant c-1	Nom Prés-Roses	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière.</p> <p>L'installation d'antennes de téléphonie mobile sur des mâts d'éclairage existants peut être envisagée.</p>
Appréciation générale			Lieu favorable

Secteur UAc	Identifiant c-2	Nom Blancherie	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière.</p> <p>L'installation d'antennes de téléphonie mobile sur des mâts d'éclairage existants peut être envisagée.</p>
Appréciation générale			Lieu favorable

Secteur UAc	Identifiant c-3	Nom Patinoire	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière.</p> <p>L'installation d'antennes de téléphonie mobile sur le bâtiment existant peut être envisagée.</p>
Appréciation générale			Lieu favorable

Secteur UAc	Identifiant c-4	Nom Arsenal	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment est protégé selon l'ISOS (0.0.7) et ils figurent dans un périmètre ISOS avec un objectif de sauvegarde A (0.1).</p> <p>Il se situe à proximité du périmètre de la Vieille ville avec un objectif de sauvegarde A (1).</p> <p>Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p>
Appréciation générale			Lieu défavorable


Secteur UAc	Identifiant c-5	Nom Auberge de jeunesse	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière.</p> <p>L'installation d'antennes de téléphonie mobile sur le site peut être envisagée.</p>
Appréciation générale			Lieu favorable


Secteur UAd	Identifiant d-1	Nom Place de l'Etang	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>La Place de l'Etang et le cimetière constituent un important espace libre en contre-haut de la ville médiévale et sont inscrits à l'ISOS dans le périmètre environnant Il avec objectif de sauvegarde a.</p> <p>La place se situe à proximité du périmètre de la Vieille ville avec un objectif de sauvegarde A (1).</p> <p>En l'absence de bâtiments ou autres équipement, l'emplacement nécessite d'installer un mât élevé.</p> <p>Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p>
Appréciation générale			Lieu défavorable



Secteur UAd	Identifiant d-2	Nom Place de la Foire
		<p><b>Appréciations</b></p> <p>La place ceinture le périmètre de la Vieille ville (1) avec un objectif de sauvegarde A. Plusieurs bâtiments protégés sont à proximité (1.0.11, 1.0.12)</p> <p>Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p>
Appréciation générale		Lieu défavorable


Secteur UAd	Identifiant d-3	Nom Place Monsieur
		<p><b>Appréciations</b></p> <p>La place est inscrite à l'ISOS dans le périmètre environnant I avec objectif de sauvegarde a. Elle se situe en bordure du périmètre de la Vieille ville (1) avec un objectif de sauvegarde A. Plusieurs bâtiments protégés sont à proximité (1.0.6, 1.0.7) dont le château (1.0.1).</p> <p>Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p>
Appréciation générale		Lieu défavorable

Secteur UAd	Identifiant d-4	Nom Gare routière
		<p><b>Appréciations</b></p> <p>La gare routière est à l'intérieur d'un périmètre ISOS (7.1) avec un objectif de sauvegarde A. A proximité, le bâtiment des voyageurs CFF (7.1.1) est protégé.</p> <p>Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p>
Appréciation générale		Lieu défavorable


Secteur UAe	Identifiant e-1	Nom Cimetière
		
<b>Appréciation générale</b>		<p><b>Appréciations</b></p> <p>La Place de l'Etang et le cimetière constituent un important espace libre en contre-haut de la ville médiévale et sont inscrits à l'ISOS dans le périmètre environnant II avec objectif de sauvegarde a.</p> <p>A l'intérieur du cimetière se situe la Chapelle Saint-Michel, style postgothique, surmontée d'un clocheton (0.0.10) qui est également protégée.</p> <p>Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p> <p>Une installation téléphonie mobile dans le cimetière est dérangeant pour les visiteurs du cimetière.</p>
		<b>Lieu défavorable</b>


Secteur UAe	Identifiant e-2	Nom Temple/Montcroix
		
<b>Appréciation générale</b>		<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le secteur de Montcroix, ancien domaine seigneurial, fait partie d'un périmètre ISOS (0.4) avec un objectif de sauvegarde A. L'ancienne demeure aristocratique (0.4.2) et la Chapelle des Capucins (0.4.3) sont des objets protégés. A côté de ce périmètre, le Temple protestant est un objet protégé par l'ISOS (4.0.2). Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p> <p>En raison de sa hauteur et de sa situation centrale, le clocher est un site idéal pour les communications radio. Toutefois, seul un système qui n'est pas visible de l'extérieur est éligible.</p> <p>Bien entendu, une décision positive de la paroisse est une condition de base.</p>
		<b>Lieu favorable sous conditions</b>



Secteur UAe	Identifiant e-3	Nom Cure
		
<p><b>Appréciations</b></p> <p>La cure est inscrite à l'ISOS dans le périmètre environnant I avec objectif de sauvegarde a. Elle se situe en bordure du périmètre de la Vieille ville (1) avec un objectif de sauvegarde A. Plusieurs bâtiments protégés sont à proximité dont le château (1.0.1) et l'église (1.0.2).</p> <p>Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p>		
<b>Appréciation générale</b>		<b>Lieu défavorable</b>

Secteur UAe	Identifiant e-4	Nom Chapelle du Righi
		
<p><b>Appréciations</b></p> <p>Il s'agit d'un jardin public avec chapelle Saint-Joseph et école enfantine. Le site fait partie d'un périmètre ISOS avec un objectif de sauvegarde B. Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas totalement inapproprié.</p> <p>La résistance aux systèmes de téléphonie mobile est particulièrement forte à proximité des établissements scolaires. Il faut donc éviter de tel site en raison de sa proximité avec les élèves.</p> <p>Un autre inconvénient est la proximité d'une place de jeux et d'un parc public.</p>		
<b>Appréciation générale</b>		<b>Lieu défavorable</b>

Secteur UAf	Identifiant f-1	Nom Centre A16
		
<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière.</p> <p>L'installation d'antennes de téléphonie mobile sur le site peut être envisagée.</p>		
<b>Appréciation générale</b>		<b>Lieu favorable</b>

Secteur UAh	Identifiant h-1	Nom CABI	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site est en bordure d'un périmètre de protection du paysage. Il est isolé du reste de la zone à bâtir.</p> <p>L'installation d'antennes de téléphonie mobile sur le site peut être envisagée avec une couleur qui s'intègre avec l'arrière fond forestier.</p>
<b>Appréciation générale</b>			<b>Lieu favorable</b>

Secteur UAh	Identifiant h-2	Nom Pompiers	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment est proche de la salle de sport de l'école de culture générale (a-1).</p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière. Il se situe toutefois en bordure d'un périmètre ISOS A (0.1) et de bâtiments protégés (cf. a-2). L'impact d'installations de téléphonie mobile sur ces objets doit être vérifiée.</p> <p>Un autre inconvénient est la proximité de la zone avec des bâtiments scolaires.</p>
<b>Appréciation générale</b>			<b>Lieu favorable sous conditions</b>

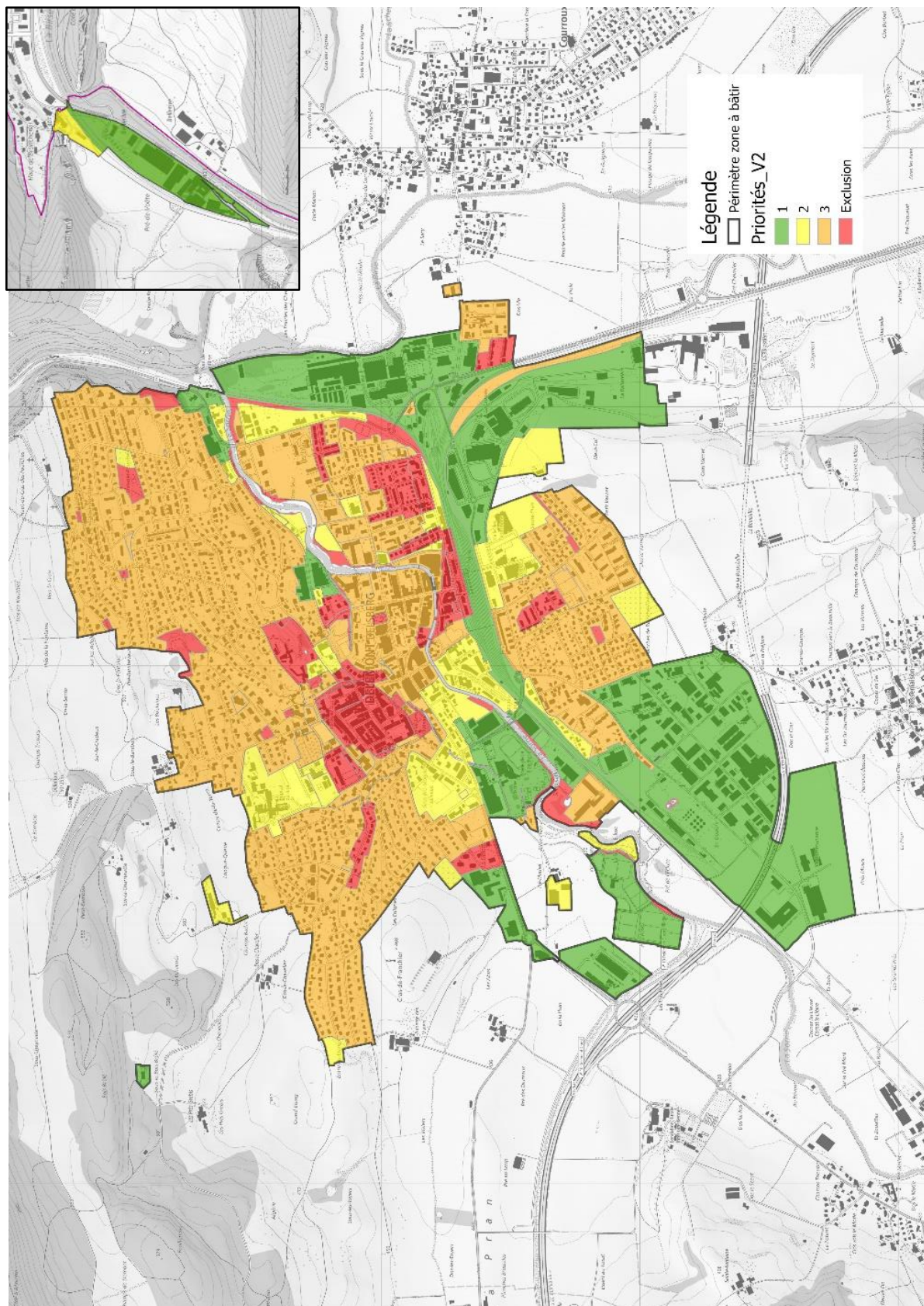
Secteur UAh	Identifiant h-3	Nom UETP	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le bâtiment est protégé (3.1.1). Il est inscrit à l'ISOS dans le périmètre 3.1 avec objectif de sauvegarde A. Il se situe en bordure du périmètre de la Vieille ville (1) avec également un objectif de sauvegarde.</p> <p>Du point de vue de la protection du patrimoine, le site n'est pas approprié.</p>
<b>Appréciation générale</b>			<b>Lieu défavorable</b>

Secteur UAh	Identifiant h-4	Nom Centre l'Avenir	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site ne fait l'objet d'aucune protection particulière.</p> <p>Il est situé au cœur d'une zone résidentielle assez dense.</p> <p>Sous réserve de démontrer qu'il n'y a pas d'autres alternatives plus appropriées, le site peut convenir.</p>
Appréciation générale			Lieu favorable sous conditions

Secteur	Identifiant	Nom Stand de tir	
			<p><b>Appréciations</b></p> <p>Le site est en bordure d'un périmètre de protection du paysage. Il est isolé du reste de la zone à bâtir.</p> <p>L'installation d'antennes de téléphonie mobile sur le site peut être envisagée avec une couleur qui s'intègre avec l'arrière fond forestier.</p> <p>L'installation d'un mât est légalement interdite en zone agricole. Un permis est envisageable si les antennes peuvent être installées directement sur le bâtiment.</p>
Appréciation générale			Lieu favorable sous conditions



## Annexe D Carte des priorités



## Annexe E Processus d'évaluation et d'autorisation des sites

